

# le monde **libertaire**

## **Sancho Pança** **remballe ses tentes**

**Don Quichotte contre les moulins à vent,  
bientôt sur vos écrans: le retour...**



M 02137 - 1461 - F: 2,00 €



**2€**

ISSN 0026-9433

« L'idée la plus utile aux tyrans est celle de Dieu. »

Stendhal

**hebdo n° 1461**

du 18 au 24 janvier 2007

## Erratum

Suite à l'article *Le « Maitron » des anarchistes* publié dans le *Monde Libertaire* n° 1460, il convient de préciser que ce titre est encore provisoire et que le groupe d'initiative est composé d'historiens du mouvement social: Claude Pennetier, Michel Dreyfus et Sylvain Boulouque et de militants: André Bernard (Fédération anarchiste) David Rappe (CNT-CGA), Boris (CNT), Hugues Lenoir (CNT-Fédération anarchiste), Anthony Lorry.

Afin de réaliser les biographies militantes dans le même esprit et avec les mêmes règles, un « stage » pratique d'écriture des biographies sera organisé les 24 et 25 mars en Région parisienne. Pour tout contact: [hlnoir@club-internet.fr](mailto:hlnoir@club-internet.fr)

**La Chine Royal**, par M. Cailloux, page 5

**L'autruche** et les chiens de garde, par F. Ladrissé, page 5

**Brèves de combat**, page 6

Ploum ploum tralala **syndicat vaincra?** par J.- P. Germain, page 7

**Les Roms de Saint-Denis** en lutte, par S. Bull, page 8

**Dossier Rrom**, suite, page 9

**L'eau** n'est pas une marchandise! Par P. Schindler, page 10

Les mécanismes de **la délation**, par Sophie, page 11

**Istanbul libertaire**, S. Kojok, page 14

**Les croyants de l'écologisme**, par Ph. Pelletier, page 15

**Dadoun et l'intolérable**, par M. Giraud, page 17

**Claire l'enragée**, par Benoist Rey, page 19

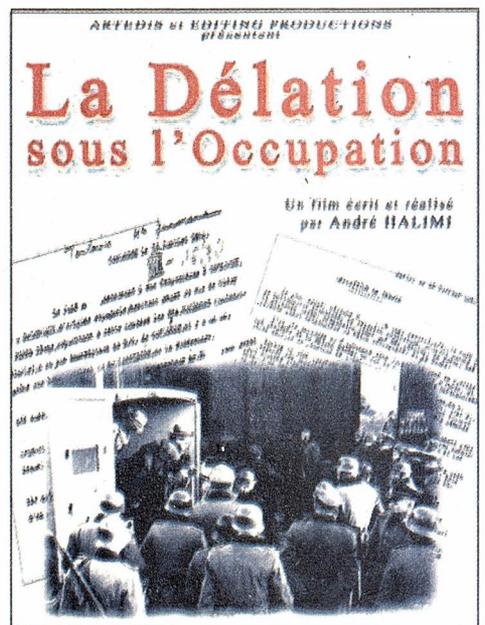
**Au pas de l'oie**, par S. Chemin, page 19

**Nanni Noretta**, par Heike Hurst, page 20

**L'électeur, ce criminel**, par Libertad, page 21

**Radio libertaire**, page 22

**Agenda**, page 23



### Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n<sup>os</sup>

6 mois, 25 n<sup>os</sup>

1 an, 45 n<sup>os</sup>

### France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

### Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### BULLETIN D'ABONNEMENT

#### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup> ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0028 7960 215).

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

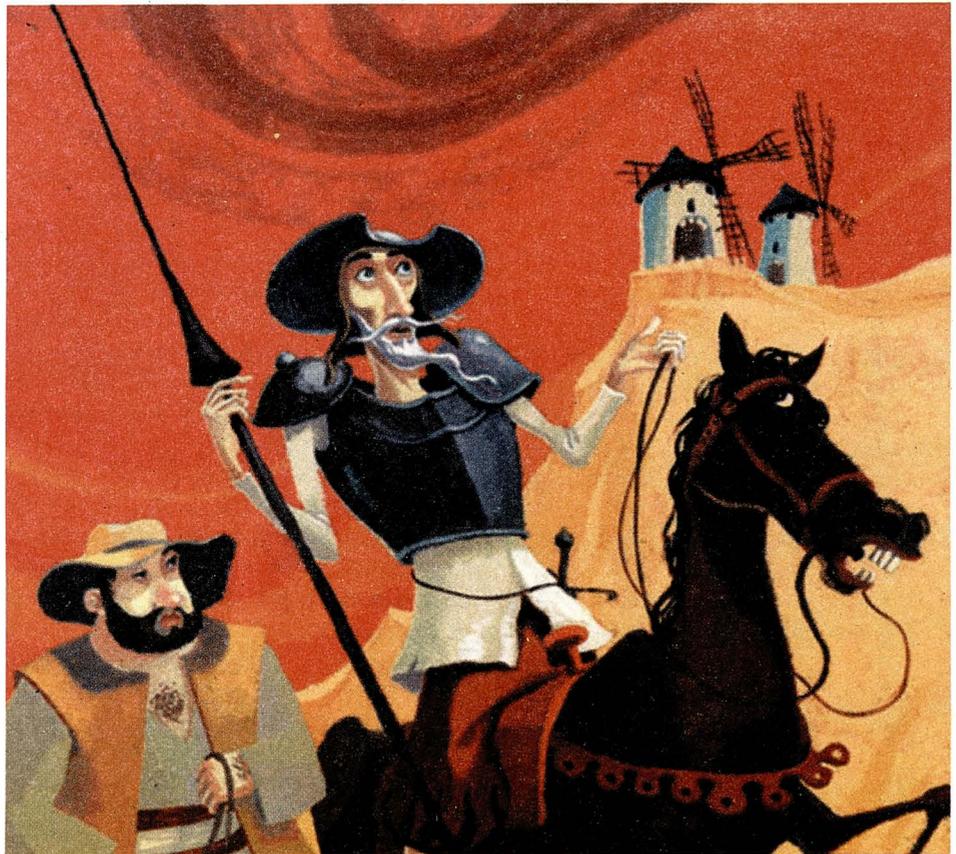
Dépôt légal 44 145 – 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



## Don Quichotte, le retour du Jedi

Le vent médiatique soulevé par Les enfants de Don Quichotte autour des problèmes des sans-logis est passé à travers les moulins à promesses électorales des partis politiques en quête de points dans les sondages, il s'est évanoui quand l'acteur incarnant le héros de Cervantès a dû répondre à un autre contrat. Ce n'est pourtant pas l'annonce d'une loi n'ayant d'effet qu'en 2012, et qui probablement sera passée aux oubliettes d'ici là, qui va reloger ceux qui aujourd'hui, avec ou sans tentes, sont toujours à la rue. Bien sûr, Nicolas Sarkozy a, lui aussi, joué au bon meunier samaritain. D'après ce sinistre pantin, avec lui à la chefferie de l'État, il n'y aurait plus de SDF dans les rues en deux ans; gageons que comme pour les sans papiers il les concentrera tous dans des camps. Ne pouvant pas tous les expulser, il faudra bien que les pensionnaires de ces camps de transition se réadaptent à la vie sociale, en offrant leur force de travail à la nation. Ne doutons pas que les plus méritants seront promus au grade de capos. À dire ça on pourrait croire que Sarkozy représente une menace fasciste, non! D'ici à là, il y a un pas. Mais ne vient-on pas d'apprendre qu'avec Sarkozy tout est possible... Candidat unique de son parti, élu avec plus de 98 % des voix, voilà qui doit faire sourire dans sa tombe le camarade Staline. Quelle poigne! Le ci-devant comte Nicolas de Naguy Bocsa réclame la justice pour le peuple! Il en appelle à un retour des valeurs morales et du sens du devoir!

Désolé mon p'tit loup, mais nous n'avons pas les mêmes conceptions de ce que sont la morale et la justice. Des femmes, des hommes et des enfants qui dorment dehors dans l'un des pays les plus riches du monde est profondément immoral. Tout comme le sont ces patrons qui licencient pour accroître les dividendes de leurs actionnaires. Il est contraire à tout ordre moral d'ordonner des perquisitions à coup de matraque, pour terroriser les enfants, les femmes et les hommes rroms installés légalement dans une commune. Il ne peut pas y avoir de justice sans égalité économique et sociale! Et la société que tu nous prépares, Nicolas, est loin de tendre dans ce sens, c'est une société où seuls les nantis sortent leur épingle du jeu de massacre qui se passent sous eux, et que toi tu ne vois même plus. Mais rassure-toi, tu n'es pas le seul à œuvrer pour nous embrigader dans votre monde où notre liberté s'arrête là où commencent vos ambitions. Ta rivale, Ségolène, tout en changeant les étiquettes et la couleur des draps, quitte à rajouter des oreillers plus moelleux, veut nous enrôler dans la même caserne du développement économique capitaliste que nos chers sociaux-démocrates ont adopté comme nouveau Moloch.



### D'jo

[groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org](mailto:groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org)

**C'EST PARTI**, on entre dans l'année des élections. Les promesses électorales affluent déjà dans les vœux de nouvelle année. L'action médiatique qui consiste à rassembler des SDF quai Jemmappe en y ajoutant quelques personnes médiatiques et quelques bourgeois a fonctionné. Devrions-nous nous réjouir? Bien sûr que non. Ce qui à marcher c'est le tsunami médiatique, l'hypocrisie et le foutage de gueule.

### Le jeu de loi

La charte des enfants de Don Quichotte a fait l'unanimité. Tout l'échiquier politique est unanime, il faut loger les SDF. Rappeler la loi n'est pas dans nos habitudes, pourtant nous sommes forcés de constater que des lois existent déjà et que si les politiques voulaient s'intéresser aux sans-abri, ils pourraient commencer par les appliquer. D'une part il y a la loi SRU qui consiste à imposer aux communes 20% de logements sociaux. Problème: les maires de villes riches préfèrent payer des amendes plutôt que voir

débouler des pauvres dans leurs rues: communautarisme de classe... D'autre part, la loi de Réquisition (permettant au «représentant de l'Etat dans le département» de réquisitionner des locaux à usage d'habitation vacants) mais bien sûr, bien qu'existante, son application fût exceptionnelle, droit de propriété exige!

### La farce du dindon

Villepin fort sensibilisé au problème du logement, lui-même logé dans un hôtel (Matignon tout de même) n'a écouté que son courage et s'est senti de son devoir de légiférer à nouveau sur ce problème. De plus un de ces députés a sous le coude une proposition de loi instituant un droit au logement opposable. C'est au poil!

### Le dindon de la farce

Ainsi, les personnes dont le maire ne peut leur trouver un logement pourront se retourner contre l'État devant un juge administratif. Sous réserve de l'acceptation par



une commission de conciliation bien entendu. Mais bien sûr, quand t'es à la rue, tu n'as que ça à foutre d'aller devant le juge dans une procédure longue où tu dois raconter ta vie pour émouvoir l'infâme auditoire qui habituellement passe son temps à moraliser et culpabiliser les pauvres. Et quand bien même, combien de temps entre la commission, le juge et la décision? Et pendant ce temps, on fait quoi?

### Silence, ça tourne!

Pendant tout ce mouvement médiatique, l'association des enfants de Don Quichotte a eu la main mise sur les quais. Veillant à la «bonne image» pour les médias. Pauvres mais pas sales quand même! Et surtout ne pas crier sa rage ou son désespoir. C'est tout le problème de ces associations se sentant l'âme charitable (Alléluia!) voulant aider les plus pauvres, pour se donner bonne conscience, mais sans toute fois accepter une société débarrassée des rapports de domination.

### Acte final

Enfin dernière scène du grand spectacle, on entend dans les médias le leader de ce mouvement se féliciter de cette victoire et hurler dans un mégaphone que l'on peut replier bagages! Plier bagages, mais pour aller où? Lui à un avion à prendre pour l'Afrique du Sud. Les sans-abri, eux, n'ont pas replié les tentes et compte bien les garder encore un peu, dans l'attente des voir les logements promis.

### Épilogue

Si ce mouvement a su révéler le problème lié au logement ainsi que, dans une moindre mesure, celui de la précarité, en aucune façon il n'en a dénoncé les causes.

C'est là où le pseudoconsensus politique autour des SDF laisse dubitatif. Quand Sarkozy promet « zéro SDF » si on veut bien le croire, on imagine déjà les camps à l'image de ceux de rétention pour les sans-papiers...

Ce mouvement n'est qu'une farce pré-électorale. Le leader du mouvement l'affirme très bien lui-même: «Régler le problème du logement avant la présidentielle [...] Cela redonnerait confiance dans les gouvernants.», in 20 minutes. Sans commentaires.

### Dit papa, pourquoi y'a des pauvres?

La bourgeoisie, à conquis le pouvoir en 1789 et a su le garder grâce d'une part à la propriété privée et d'autre part à la hiérarchie sociale fondée, en partie, sur les revenus.

Ainsi, le patron possède les outils de production, il légitime donc sa domination sur « ses » salariés de part le fait qu'il est le propriétaire de l'entreprise. Il est à noter que ces outils ont eux-mêmes été réalisés par des salariés...

De même, un propriétaire de logement exige un loyer (fixé à son bon vouloir) à « ses » locataires. Ainsi il peut vivre de l'accumulation des biens qu'il a acquis, il vit du fait

qu'il est un propriétaire. Il est à noter que ces logements ont eux-mêmes été bâtis par d'autres salariés, eux-mêmes locataires...

La bourgeoisie possède tout, elle est ainsi en position de force, ce qui lui permet un contrôle sur toute ce qui se fait dans la société. De plus, elle peut compter sur l'État, pour lui permettre de veiller à son droit de propriété et à faire usage de la force (police, appareil judiciaire, prison, armée) quand cela est nécessaire.

Les partis ne veulent qu'accéder au pouvoir, ils ne peuvent exister qu'en gardant un fonctionnement de classe. Non seulement on ne peut compter sur eux, mais en plus ils veulent nous faire croire à une possibilité de changement. Tout cela est un leurre et l'égalité sociale sonnerait l'heure de leur destitution.

### Ni parti ni enfant de machin, mais on fait quoi?

Les associations telles que celle qui s'est illustrée quai Jemmape, avec son lot de soutien people se veut le porte-voix des sans-papiers alors qu'elle est totalement déconnectée de ceux qu'elle dit représenter. Comment pourrait-elle aspirer à émanciper les plus pauvres alors que ses « militants » vivent pleinement de ce système? Ce sont les exploités en s'organisant qui seront à même de porter leurs revendications, de mener leur combat, sans avoir des « régulateurs » n'aspirant au mieux qu'au réformisme.

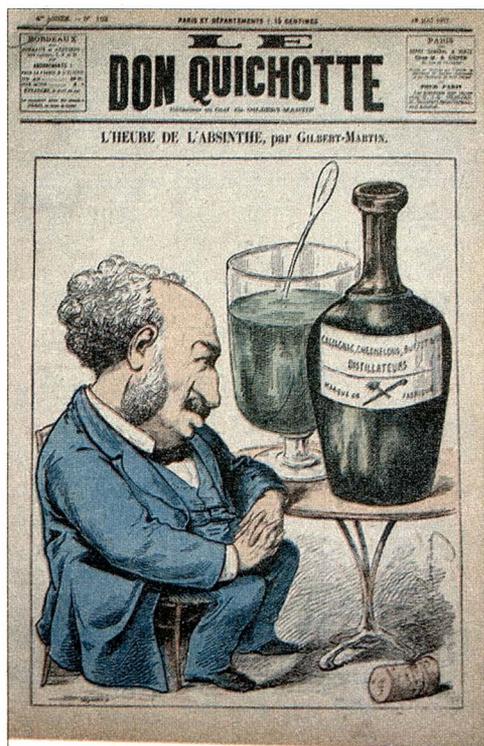
### La réquisition des logements vides

Depuis plus de vingt ans, le nombre de logements vacants oscille autour de 2 millions d'unités, Paris comptait lors du dernier recensement 136554 logements vacants, soit un logement sur dix. Autrement dit de quoi loger ou reloger la quasi-totalité des sans-abri et mal-logés. Mais bien sûr, les propriétaires de ses logements ont d'autres projets!

Ainsi, les entreprises publiques et administratives, pour ne citer qu'elles, se dépouillent-elles de leur patrimoine immobilier au plus offrant (France Télécoms, SNCF, CAF, EDF...). La question des logements d'urgence apparaît ainsi bien hypocrite.

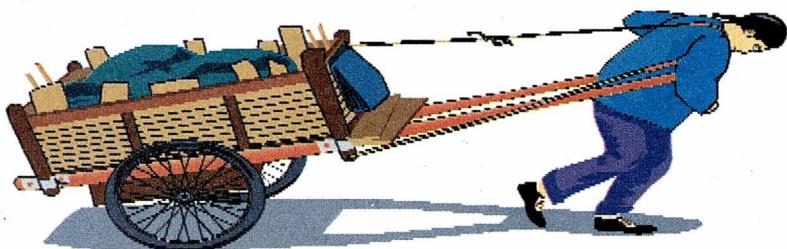
### Le partage des richesses

Les richesses ont toujours été aux mains de la bourgeoisie. Celle-ci, qui nous exploite déjà au travail, vivant de l'immobilier et des biens de consommation, décide de ce qu'elle veut bien reverser et à qui. Bien évidemment, elle s'octroie la plus grosse part des richesses et nous laisse discuter le bout de gras. Or ce droit qu'elle s'est donné n'est en aucun cas légitime. Comment justifier qu'une minorité puisse se garder les richesses produites par tous? La terre appartient à tous, c'est donc à tous que doit revenir ce qui est produit. Chacun doit pouvoir subvenir à ses besoins. C'est ça l'égalité économique et sociale. J.



# Royal en Chine

## Le socialisme, réel ou supposé



IL Y A UN PEU PLUS de cent ans, on leur envoyait la Royale, pour mater les Boxers. Pour cette fois, les Chinois ont dû se contenter de la Royal. Marchant dans les pas de François Mitterrand en 1981 et d'Edouard Balladur en 1994 – chacun se souvient de l'impressionnant repas de coulevres qu'il goba à cette occasion – la candidate PS se livra à cet exercice obligé des prétendants plus ou moins heureux à la fonction présidentielle: la traversée pédestre de l'empire du Milieu.

Et justement, à propos du Milieu, le ministre de la Justice, Pascal Clément, a sorti de ses cartons un sympathique projet. Il s'agit de la signature avec Pékin d'un traité d'extradition. En gros, nous enverrons aux flics chinois tout ce qu'ils demanderont de réfugiés politiques, qu'ils accuseront de crimes de droit commun pour les expédier au bagne, et eux nous renverront Chirac dans une cage s'il s'avise de mettre les pieds chez eux après juin 2007. Si, bien sûr, nous voulons le reprendre. Ce qui n'est pas certain.

Comme de juste, les associations de défense des droits humains comme Amnesty International ou la FIDH ont protesté. Elles ont cité les atteintes, nombreuses et systématiques, que le régime policier du Parti communiste fait subir à la dignité et à la liberté des habitants de la Chine. Peine perdue, le mal nommé Clément considère son traité comme « une avancée ». Circulez, y'a rien à voir!

Pendant ce temps-là, à Pékin, Royal s'entretenait poliment avec des dirigeants de la dictature de fer qui écrase la Chine. La question des droits humains fut évoquée, dit-elle, avec « une grande liberté ». Ce d'autant plus qu'elle parlait au ministre du Commerce, qui n'est pas directement concerné, et à celui de l'Ecologie, avec qui elle a conclu que « chaque fois que l'environnement progresse, ce sont les droits sociaux et les droits individuels qui progressent. ». Une formule creuse pleine de vent.

Bref, pendant tout son voyage, Ségolène Royal s'est appliquée à prouver à ceux qui pouvaient en douter encore qu'elle saurait être une représentante dévouée des intérêts de l'État et des capitalistes, qu'elle n'éprouve aucune pitié à l'égard de la racaille prolétaire, taillable et corvéable.

On fait des ronds de jambe devant les ignobles crapules qui oppriment tout un peuple, qui ruinent des dizaines de millions de paysans, qui réduisent à l'exploitation la plus abjecte des millions de travailleurs. Passé les civilités, on fait du commerce avec eux, on profite, et on se rend complice du terrorisme anti-ouvrier qui fait la base du régime. Puis on utilise ici la Chine comme un épouvantail: « Regardez comme vous êtes libres "chez nous", mais surtout, laissez-nous vous exploiter en paix. Nous pourrions mettre des Chinois à votre place. » Vive le socialisme, le réel comme le supposé!

Moïse Cailloux

## Quand l'autruche éternue...

### Les chiens

### de salle de garde

**TIRANT TÊTE HORS DU TROU QU'ENTENDS-JE?** La gauche dite « antilibérale » qui, bien qu'implosée en plein vol, se raccroche à Bové comme à un déambulateur. José ne veut rien moins que pousser Buffet dans le trou. « **Je suis entrée en campagne, je resterai en campagne** », a répondu l'intéressée. On ne saurait être plus clair. Dès lors, ça aboie grave. Clémentine Autain, James Bond girl, adjointe au maire de Paris chargée du cinéma d'action, avait pourtant prévenu: « **si nous échouons, nous aurons tout le temps de nous engueuler, de faire les comptes** ». Camarades, vous avez désormais devant vous l'éternité.

Mais le brouillard qui entoure la gauche de la gauche de la..., pourrait bientôt se dissiper bientôt, grâce à qui? A madame Royal, voyante, extralucide, réussite dans les études et ton mari il revient. Selon Jack Lang, fidèle caniche, son élection devrait être « **un électrochoc qui permettra de débloquer tout ce qui est envasé, et embrumé** ». Au risque de la vulgarité, on conseillera à Jack d'aller se faire envaser lui-même.

A l'autre bout du même canapé, Sarko se vante de ses prouesses durant ses vœux faits à la presse. « **Si les journalistes commencent à m'applaudir, ça promet** », pérorera le roquet. Et c'est vrai que la chienlit journalistique, debout, a ce jour-là applaudi son maître. Prostituée, la presse? De vrais chiens de salle de garde, oui...

Continuons notre périple en milieu canin: inévitablement nous rencontrons Jacques Peyrat, ci-devant maire de Nice, UMP, ex FN. « **Je ne voterai jamais socialiste, même si on me met à la torture** », a osé le teckel. Il est vrai que, grand défenseur de l'OAS devant l'éternel, Peyrat sait de quoi il parle quand il parle torture. Plus tard, il précisa qu'en cas de second tour Royal-Le Pen, sa préférence irait à ce dernier. Nice est une bien belle ville, où il ne fait pas bon vivre...

Pendant, pourquoi les fachos s'entêteraient à voter Le Pen, il n'est même plus d'extrême-droite: « **Je suis un homme de centre droit** », a-t-il jappé cette semaine. Pour mordre sur l'électorat de ce dangereux gauchiste de Bayrou?

Pour finir, petit tour aux states. Bush, logique avec lui-même jusqu'au pire, s'appête à envoyer 20 000 GI's supplémentaires en Irak. « **Pour pouvoir se retirer plus tard, il faut plus de soldats maintenant** » C'est connu, plus je pédale moins fort, moins j'avance plus vite...

Frédo Ladrissé

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

## Inquiétude chez les SDF

Les SDF ne lèveront pas les camps d'occupation, à Paris et dans les régions, avant d'avoir reçu une proposition adaptée à leur demande (sauf à Aix-en-Provence où la maire UMP a exigé qu'ils quittent le centre de la ville). Sur le terrain, l'annonce de la « prétendue » victoire des Don Quichotte a laissé un goût amer. La peur d'être délogés renforce encore ce sentiment, tandis que nombre de SDF a ressenti le départ, pour un tournage en Afrique du Sud, du leader des Enfants de Don Quichotte comme une trahison! Ah, mais! Les SDF ont-ils oublié que pour ces gens-là, il y a un temps pour le plaisir et un temps pour les affaires?

## À la bonne soupe raciste!

Le Conseil d'Etat a donné raison au préfet de police de Paris, qui s'est opposé à la distribution par l'association d'extrême droite, liée aux identitaires, Solidarité des Français (SDF) de « soupe au cochon » aux sans-abri. Depuis 2004, SDF distribue cette mixture raciste devant des gares parisiennes, une manière d'écarter les sans-abri musulmans ou juifs. L'avocat de l'association réfute, pour sa part, toute arrière-pensée xénophobe: « La soupe au lard est traditionnellement la soupe des pauvres. C'est une nourriture complète, et le porc est la viande la moins chère ». S'ils veulent se débarrasser des SDF « non-aryens », les identitaires n'ont qu'à leur proposer de la soupe au verre pilé ou à l'acide borique, au moins, ça aura le mérite d'être franc... No Pasaran!

## « Alerte... Les adolescents! »

Après son passage devant l'Assemblée, la loi sur la délinquance repasse au Sénat. Les maires conservent, comme dans la proposition originale, le droit de saisir le juge pour une mise sous tutelle des prestations familiales, d'effectuer des « rappels à l'ordre » à l'encontre d'un administré, y compris mineur, d'établir et de présider un « conseil pour les droits et devoirs des familles » ou encore, de créer un fichier l'informant de l'absentéisme scolaire des enfants de sa commune. En revanche, les députés ont donné un tour de vis au volet pénal, avec la « présentation immédiate » des jeunes devant le magistrat (avec sanctions dès l'âge de 10 ans et détention provisoire, dès 13 ans). En cas de récidive et d'atteinte aux personnes, le juge pourra écarter « l'excuse de minorité » (peine divisée en deux pour les 16-18 ans) sans motivation. Le projet de loi instaure également, de nouveaux délits comme le « guet-apens et l'embuscade contre les forces de l'ordre » et alourdit les sanctions prévues en cas de « rébellion » et « d'occupation de halls d'immeubles ». Bonne année 2007, les jeunes!

## Éducation : nouvelle réduction des effectifs pour 2007

Selon le nouveau projet du ministère, à la rentrée 2007, 2458 postes d'enseignants seront supprimés au titre de la baisse des effectifs. 24757 Collégiens et lycéens en moins sont en effet attendus à la rentrée. Les collègues et lycées devront donc se passer de plus de 5000 postes de professeurs, à cause de la mise en place du projet ministériel de la carte scolaire. Cette année, seule l'académie de Guyane bénéficie d'un solde positif de postes d'enseignants (+ 63). Les autres oscillent entre 25 suppressions de postes (en Corse, sur un total de 1957) et 701 (à Lille, sur 27678). À l'école primaire, où les effectifs doivent augmenter de 24000 élèves... 500 postes seront créés! Enfin, l'arrivée de nouveaux enseignants dans les écoles primaires, formés à l'apprentissage d'une langue vivante, « justifie » selon le ministère, la suppression de 300 postes d'intervenants extérieurs! Bonne rentrée 2007!

## Minie La Pen « asexuée »?

Sur France Inter, un auditeur sympathisant du FHaine posait comme conditions de son vote pour le FHaine que « son aspirine lui soit remboursée » et que « s'il souhaitait se mettre en ménage avec un homme, ce soit possible ». Marine Le Pen l'a rassuré: « Nous sommes extrêmement attachés à la Sécurité sociale et à la liberté individuelle », tout en précisant que « l'identité sexuelle n'est pas le problème des politiques », et que par conséquent, « ce monsieur a la liberté totale de vivre avec qui il veut et n'a aucun souci à se faire ». On connaît les promesses des fascistes, en général ça finit dans des camps d'extermination! Et, depuis le temps qu'on entend (y compris dans nos milieux) que « le choix de sa sexualité n'est pas politique », nous espérons que la déclaration de Minie la fachote aidera les camarades encore réticents à être convaincus du contraire!

## Le Pape outré par le mariage off

Benoît XVI, le nouveau Pape araignée, a dénoncé, dans son discours de vœux de Noël « qu'accorder une reconnaissance juridique aux couples non mariés représente une menace pour le mariage traditionnel ». « Mettre sur le même plan les couples homosexuels et hétérosexuels accredité tacitement ces théories funestes qui refusent tout pertinence à la masculinité et à la féminité de la personne humaine, comme s'il s'agissait d'un fait purement biologique ». Bon, l'araignée, tu pourrais nous expliquer de quoi relève le genre, si ce n'est pas de la biologie? Tu penses

que c'est grâce à votre éducation intégriste et séparatiste, vieille crapule?

## Expulsion annulée pour Ulrich « Aucun Homme n'est illégal! »

Lundi 8 janvier, c'était l'effervescence au Lycée Flesselles (Lyon 1<sup>er</sup>): Distribution de tracts avec appel à la grève totale, contacter les médias, faire une banderole, AG dans le hall du lycée, etc. Ulrich avait eu la mauvaise idée d'avoir 18 ans le 2 janvier, et d'être congolais. Contrôlé par la PAF, il s'était retrouvé au centre de rétention pendant les vacances scolaires puis assigné à résidence. Le lundi 8/01 au Tribunal Administratif, la salle était bondée: enseignants, personnel scolaire, infirmière, AS, surveillants, élèves, tous étaient venus témoigner de leur solidarité. Malgré les propos méprisants et insultants d'un représentant de la préfecture vis à vis de la famille d'Ulrich, la grève massive et la solidarité active allait payer: l'annulation de l'arrêté pour reconduite à la frontière fut prononcée par le T. A. le mercredi 10/01.

## Soutien à Oaxaca Procès à Dijon

Six personnes passeront en procès suite à un rassemblement et à une occupation du consulat du Mexique à Dijon qui a eu lieu le 1<sup>er</sup> septembre en marge des rencontres de l'Action Mondiale des Peuples. Cette action visait à montrer une solidarité vis à vis des luttes à Oaxaca, à dénoncer la répression sur place et à ce qu'un communiqué de protestation soit envoyé à l'État mexicain depuis le consulat. Suite à cette occupation, les policiers ont encerclé les manifestants dans la rue et le consulat désigné, à son goût, les six personnes aujourd'hui inculpées. Après une garde à vue de quelques heures, ces six personnes sont poursuivies pour différents motifs, dont séquestration en réunion (l'idée étant de faire passer une simple occupation pour une séquestration, ce qui, si ça passe, ferait une jurisprudence vraiment craignos), violence (le consul aurait été mordu) et vol en groupe (le consul se serait fait voler son portable et son carnet d'adresse pendant l'occupation). Ici et ailleurs solidarité face à la répression.

# Il n'y plus de saisons

## pour le syndicalisme



EN CES TEMPS OÙ LA NEIGE n'était pas au rendez-vous à Noël, les luttes sociales semblent se limiter aux casinos et aux magasins qui font des soldes. Il y a bien sûr du mécontentement mais quand le travail du dimanche permet d'arrondir les fins de mois, le syndicalisme a du mal à se frayer un chemin, au Printemps entre autres. À Virgin ils ont réussi à être une usine... à déblayer les syndicalistes, encore mieux que dans les diverses usines de bouffe. Mais dans les médias le haut du pavé est dédié à l'élection présidentielle. Refrain connu dans les pages du *Monde libertaire*. D'aucuns persistent dans leurs illusions d'une candidature de la gauche de la gauche, d'autres font de la real politik avant l'heure, d'autres se rallient... Et dans un ensemble touchant les gazettes mettent à la une la bobine du ministre de l'Intérieur. Pour en rajouter les duettistes du syndicalisme (Thibault et Chérèque, on aimait mieux, quand j'étais môme, Laurel et Hardy) réclament plus de social dans le cirque médiatique qui commence pour la présidentielle. Le *Monde* leur offre une interview croisée (nouveau concept où les intervenants n'ont même pas à se rencontrer pour discuter pour s'engueuler, cool) et ils n'essayent même pas d'esquisser une voie syndicaliste. Quelques veaux pieux (sic) qui n'engagent que leur voix: « Avec notre proposition, tous les syndicats pourront se présenter dans les entreprises au premier tour selon des règles nationales à définir. Ils devront avoir la capacité de présenter des candidats, ce qui encourage le syndicalisme d'adhérents. Enfin, il faudra obtenir les suffrages des salariés. » Cette déclaration évangélique de François Chérèque, secrétaire de la CFDT ne manque pas de sel, d'abord nous,

libertaires de toutes tendances, nous préférons un syndicalisme de militants (des deux sexes!) et en comprenant bien si la CNT est majoritaire dans une entreprise, il n'y a pas de problème? On verra bien sur le terrain, mais souvent le temps du rêve est court, mais toujours bon à prendre!

« L'utilité des syndicats vue par MM. Thibault et Chérèque » tel était le titre de l'article du *Monde*. Ceux et celles que ça intéresse vraiment peuvent aller voir sur Internet l'intégrale. Ils affichent des divergences sur les négociations, sur la signature d'accords au niveau national... Souvent les militants de base ont des approches différentes et c'est ce qui fait, par exemple, qu'à General Motors à Strasbourg a eu lieu la semaine dernière une grève générale suivie à 90 %. Les débats sur la CES et la représentativité sont loin quand les problèmes arrivent dans l'entreprise.

Certes le début du 20<sup>e</sup> siècle est loin mais il est bon de relire ce que disaient nos anciens. En préface à *Lettres à Paul Delesalle* de Georges Sorel, dans son introduction, Robert Louzon rappelle les objectifs de la CGT à son origine: « Bientôt Fernand Pelloutier prenait en mains la jeune fédération (des Bourses du travail), et celle-ci, dans tous ses congrès, ne cessait de mettre au premier plan l'idée que les syndicats

devaient s'appliquer dès maintenant à l'organisation de tout ce qui avait trait à la vie matérielle et morale de la classe ouvrière: c'était aux Bourses du travail d'organiser elles-mêmes, directement, la lutte contre le chômage en dirigeant les chômeurs, pourvus de secours appropriés, vers les lieux où on trouvait de l'embauche; c'était à elles que devait revenir le soin d'instruire les enfants des ouvriers, en dressant l'école du prolétariat face à l'école de l'Église et à celle de l'État. » Certes le monde ouvrier n'est plus ce qu'il était, en « posant les clous » on ne bloque plus la production, mais en ignorant d'où on vient irons nous vers un autre futur?

Jean-Pierre Germain



# Ratonnades

## en Seine-Saint-Denis ?

« À 9h05, alors qu'il se préparait du café, la police s'est introduite brusquement et sans prévenir. Lui et ses quatre enfants, 9 ans, 8 ans, 6 ans et 2 ans et demi, à peine réveillés, ont été sortis du lit en pyjama ou en T-shirt, sans chaussures ni chaussettes et ont été amenés à la porte avec les autres. Son fils de 2 ans et demi a été traîné de force comme les autres. Il ne savait même pas dans quelle direction il fallait qu'il aille. Pendant toute l'intervention concernant cette famille, les agents n'auraient jamais cessé de rigoler. En quelques secondes, toute la famille, lui comme ses enfants, a été traînée dehors et sommée de s'allonger par terre. Les enfants ne pouvaient pas bouger, eux non plus, alors que certains pleuraient et voulaient être près de leurs parents. » Témoignage relaté de Cioboratu dont la caravane a été brisée.

« **CE TYPE D'INTERVENTION**, les intimidations, le non-respect de la dignité des Roms sont donnée constante, presque quotidienne. Cette semaine, à Saint-Denis, la violence est simplement montée d'un cran. » Ainsi s'exprimait un responsable associatif dans les colonnes de l'Humanité, datée du samedi 13 janvier 2007. De quoi parlait-il? De l'intervention violente des forces de l'ordre dans un campement de Roms en Seine-Saint-Denis dans la banlieue nord de Paris. C'était le vendredi 5 janvier au terrain du Hanul (entrée par le 315 de l'avenue du Président-Wilson).

Ce campement est depuis 2003 sous la juridiction d'un « protocole d'engagement réciproque », la mairie s'occupant des points d'eau et du ramassage des ordures. Pas vraiment un bidonville mais quelque chose en attendant mieux. Ce campement compte 250 personnes dont 67 enfants. La cinquantaine de policiers qui sont « intervenus » n'avaient ni commission rogatoire ni mandat de perquisition. Bris de caravanes, humiliations, menaces à l'encontre d'enfants avec des armes à feu, les exactions rappelaient une mise à sac en août dernier quand 85 policiers avaient fait irruption dans le campement alors occupé par 75 Roms. Le fait que ces derniers n'ont pas pour coutume d'ester en justice laissera-t-il impunis les agissements des forces du ministère de l'Intérieur<sup>1</sup>? La commission nationale de déontologie de la sécurité a été saisie par Patrick Braouezec, président de la communauté d'agglomération de Plaine-Commune. Le problème du « désintéressement de l'État qui laisse aux collectivités locales le soin de

trouver des solutions » reste en suspend et on attend que « la lumière soit faite ».

Depuis juin dernier les interventions policières sur le terrain dit du Hanul, se succèdent: Portes et fenêtres cassées mettent l'ambiance, « opération d'expulsion collective » en marche.

Intimidations, violence pour la pression, alors que Bulgarie et Roumanie sont dans l'Union européenne...

L'exemple de Saint-Denis n'est malheureusement pas unique. Toujours dans la région parisienne, à Palaiseau des Roumains et Roms, établis sur un terrain de la SNCF depuis des années, risquent l'expulsion. À Bagnolet, des Roms bulgares ont demandé à voir le maire pour solutionner des problèmes d'hébergement... Des solutions « durables et satisfaisantes » pourraient être trouvées, mais parias en Roumanie, ils n'existent pas en France, ce sont des invisibles. Pourtant comme le rappelait le président de la communauté d'agglomération de Plaine-Commune, « nous avons 14 000 Roms sur tout le territoire, dont 3 000 en Ile-de-France. Cela représente des poussières de pourcentage dans la population française ». Mais nos chers politiques ont d'autres chats à fouetter, et... les Roms votent-ils?

Sitting Bull

1. « La politique française vis-à-vis des Roms c'est le ministère de l'Intérieur qui la mène et elle se résume en un mot: expulsion. » Un médecin généraliste.

# Dossier sur les Roms (suite)

## Un peu d'histoire

Au 1<sup>ER</sup> JANVIER 2007, la Roumanie et la Bulgarie furent admises dans l'Union européenne. Avec leurs trois millions de Roms à elles deux, soit 10 % de leur population, cela fait désordre dans la forteresse en mal de barbelés... Ces trois millions de Roms viennent rejoindre les autres millions qui en étaient déjà des citoyens à part entière, bien que niés et dépossédés de leurs droits élémentaires. Nous avons voulu souhaiter la bienvenue à nos ami-e-s roms roumains et bulgares dans l'espoir que leurs luttes revivifient les nôtres et renforcent celles de tous les Roms déjà européens.

Avec ses deux millions et demi de Roms, la Roumanie est le premier bassin mondial de population romani. Pourquoi ce chiffre massif? À cause de l'esclavage: l'esclavage codifié des Roms roumains du XIII<sup>e</sup> siècle à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle les a empêchés de circuler à l'instar des autres pays qu'ils traversaient habituellement. D'où un espace de rétention dont la Roumanie moderne se mord les doigts: cependant, ce pays pourrait s'enorgueillir à juste titre d'une population à qui elle doit sa modernité: pour advenir comme État de droit moderne au XIX<sup>e</sup> siècle, les principautés roumaine et moldave durent affranchir leurs Roms et abolir l'esclavage, comme la France de 1848 et les États-Unis pour leurs ci-devant esclaves noirs.

Quant à la Bulgarie, on aimerait rappeler qu'elle fut le seul pays d'Europe orientale à ne pas livrer ses Roms aux nazis: aucun d'entre eux ne fut déporté dans les camps de la mort; mais ils furent toutefois internés dans les camps nationaux bulgares où ils ne furent pas mieux traités qu'ailleurs en Europe.

Claire Auzias

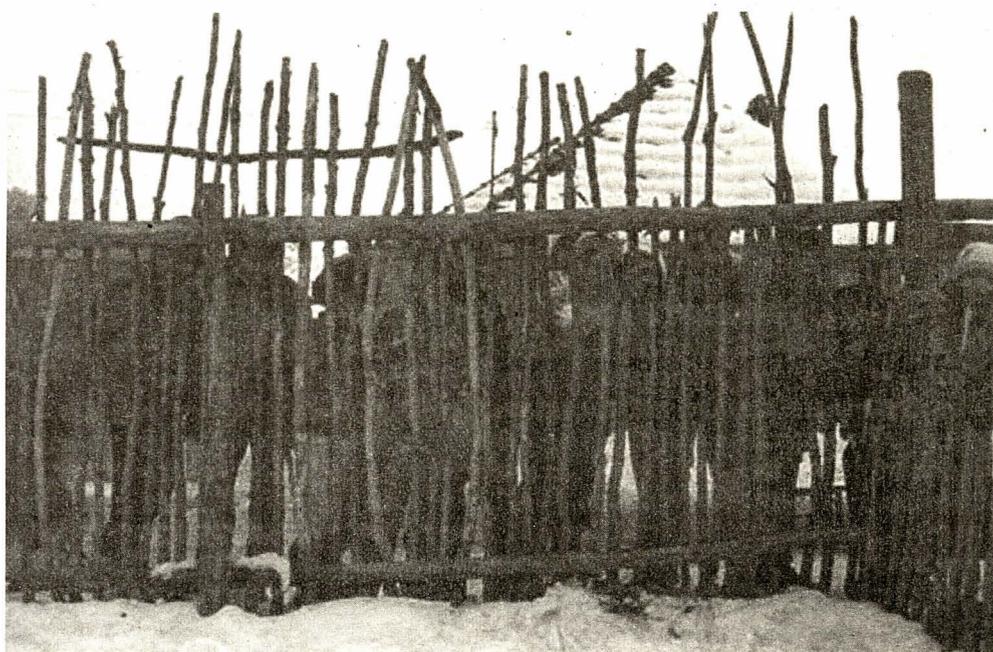


Photo d'Éric Roset

## Un rom internationaliste

« JE ME DÉFINIS COMME INTERNATIONALISTE, car dans notre histoire, les États nations ont toujours cherché par tous les moyens à restreindre nos libertés, à nous coloniser, voire à nous massacrer.

Je propose l'idée nationalitaire de Vladimir Medem (l'un des responsables historiques du Bund): Mon identité dans laquelle je suis né a, en partie, forgé l'être que je suis aujourd'hui.

Je la revendique et je ne la considère ni comme supérieure ni comme inférieure à aucune autre culture. Je mets en garde certains camarades qui revendiquent un nationalisme

rom européen. Pour moi, l'Europe est une forteresse et ce serait abandonner les Roms russes dans la gueule puante du sinistre flic Poutine, ainsi que les Roms d'Argentine, du Chili et d'ailleurs.

Le Romanothan (territoire rom) c'est: « Respecte moi partout où je suis ».

**Bero, un homme manouche,**

*CNT-AIT, et association Romani pralikanes, (fraternité tsigane), Le Niglo en colère, CNT-AIT (car il y a deux Niglo (hérisson), l'un Vignoles et l'autre AIT).*

## L'Europe, la loi, et les Roms

QU'EST-CE QUE L'ENTRÉE dans l'Europe unie apporté aux Roms roumains et bulgares juridiquement? Concrètement, qu'ont-ils à attendre de cette étape?

1. Pour les Roms, tout comme les autres citoyens, il n'y a pas de mesure juridique spéciale officiellement à leur endroit.

2. On ignore ce qui va se passer.

3. Dans les centres de rétention, selon notre confrère Libération du 3 janvier 2007, il n'y aurait plus de Roms roumains ni bulgares depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

4. Cependant, à l'égal des Polonais avant eux, jusqu'au 31 décembre, les charters à

destination des pays d'origines ne désemplissaient pas.

5. Les citoyens de ces pays – sans aucune discrimination juridique explicite — par conséquent formellement les Roms comme les autres, bénéficient d'un statut probatoire en Europe qui leur confère:

A. la liberté de circulation sur simple carte d'identité, sans visa ni tampon pour une période de trois mois;

B. pas de liberté d'établissement, c'est-à-dire de résidence;

C. ils ont le droit de circuler en touristes pour trois mois. Et cela jusqu'en 2009 environ, date non encore fixée, où ce statut sera révisité;

D. les citoyens roumains et bulgares obtiennent, en outre, l'accès aux travaux les moins qualifiés (une liste d'environ 67 métiers bien définis), saisonniers et ultra-précaires, encore en dessous du statut des CDD et autres main-d'œuvre jetable à merci.

C'est donc une liberté très limitée et dans la circulation et dans l'emploi.

La question est désormais: comment les États policiers vont-ils s'y prendre pour renvoyer des citoyens par discrimination choisie, c'est-à-dire illégalement?

Henri Braun

Avocat

# L'eau, bas de laine des élus et des groupes privés



**AUJOURD'HUI**, trois groupes privés se partagent 80 % de la distribution et de l'assainissement de l'eau: Veolia, la Lyonnaise des eaux et Saur. Une future loi devrait encore renforcer leur mainmise. Pourtant, plusieurs rapports contestent leur gestion, notamment à Lyon, Bordeaux et Lille. Ils les accusent d'avoir augmenté les factures de 78% entre 1991 et 2000. L'eau appartient aux peuples du monde, pas aux patrons des multinationales!

Entre 1992 et 2003, une cinquantaine de millions d'euros de profits abusifs ont été enregistrés par un audit, réalisé en 2004, auprès de la Lyonnaise des eaux à Bordeaux. Cette dernière s'est fait pincer, une fois n'est pas coutume (les amis ne peuvent pas toujours défendre les amis...) et devra appliquer une baisse de 10% du prix pour les 50 premiers mètres cubes consommés par les usagers de la ville. À Lille, une association de consommateurs a constaté les marges phénoménales réalisées par Veolia et réclame les 140 millions d'euros mis en provision pour des travaux jamais réalisés! Enfin, à Lyon, toujours le même groupe Veolia avouait un excédent de 131 millions sur son contrat!

Il faut savoir que cet apport d'argent représente un bas de laine pour les grands groupes privés et leur permet de diminuer les bénéfices déclarés tout en payant moins d'impôts. Paris, par exemple, ne déroge pas à la règle nationale: dans les années 1990, la Générale des eaux monopolisait 80 à 90 millions de francs par an, alors qu'elle ne consacrait que 66 millions, en moyenne, pour les travaux (pour mémoire, se souvenir du dossier Messier).

En 1995, le Conseil général des Landes constatait, pour sa part, que les clients des compagnies privées surpayaient le liquide vital de 70%, par rapport aux clients des collectivités locales qui le gèrent elles-mêmes. C'est après cette dénonciation que l'assemblée décida de subventionner les communes rompant avec les compagnies privées, pour revenir au service public. Mais, cette décision fut attaquée par le lobby privé de l'eau, tandis que le Conseil d'État la valida en 2003.

Cependant, une nouvelle plainte fut déposée par les compagnies privées des eaux, avant d'être rejetée en 2005, mais... l'appel est en cours. Depuis, à l'occasion du passage de la loi

sur l'eau au Sénat, un siégeant UMP a pondu un amendement qui prétend «interdire» le soutien aux régies municipales. Ce dernier a été adopté, ne provoquant aucun remous dans les médias. Ainsi, le texte n'attend plus que son vote définitif avant la fin janvier 2007!

Il faut dire que les lobbies de l'eau et les élus, de droite comme de gauche, ont toujours fait bon ménage, avec la gestion de l'eau au détriment des usagers. Au niveau local, dans son rapport de 2003, la Cour des comptes notait qu'à Saint-Étienne, le but de la municipalité était de «faire entrer de l'argent dans les caisses de la municipalité, plutôt que s'intéresser à l'évolution des prix».

Au niveau de l'État, l'eau rapporte également énormément, par le biais des taxes et redevances prélevées, en principe, au profit des collectivités locales et des agences de l'eau. Or, on se souvient d'une certaine Roselyne Bachelot, qui, lorsqu'elle était ministre de l'Environnement (si, si, elle l'a été...) a puisé allégrement 220 millions d'euros dans le budget des agences, pour venir au secours de celui de son ministère, fastoche!

Enfin, les groupes de l'eau ont longtemps financé les partis politiques. D'ailleurs, leur meilleur avocat n'est autre que le député UDF André Santini, qui cumule également, faut-il le préciser, la présidence... du Syndicat des eaux d'Île-de-France, qui regroupe 144 communes hors Paris intramuros, en cheville avec Veolia (ex-Générale des eaux). Dans sa propre commune d'Issy-les-Moules-dans-le-dos, la marge sur le prix du mètre cube y est la plus élevée de France, selon l'UFC-Que Choisir!

En fait, le prix de l'eau et son augmentation galopante, qui équivaut à trois fois celle de l'inflation, ne semble gêner que les consommateurs! Quels pauvres couillons ferions-nous, en allant, encore en plus, voter pour ces crapules de voleurs de l'eau du peuple! Heureusement qu'ils n'ont pas encore pensé à nous faire payer le mètre cube d'air (même saturé de carbone)! Mais, pas besoin de leur donner des idées fumeuses, pour ça, ils ne nous attendent pas!

**Patrick Schindler**

[groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org](mailto:groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org)

Sources: Canard enchaîné et à l'UFC Que Choisir.

# Les mécanismes de la délation

Jusqu'en 1980, la France se trouvait encore sous le choc de la délation pratiquée sous le gouvernement de Vichy. Pendant cette période les Français avaient envoyé entre 3 et 5 millions de lettres de délation. Le plus souvent signées ! Après une épuration brutale qui épargna certains des collaborateurs les plus nocifs, et tapa plus fort sur des exécutants misérables, l'heure fut à la réconciliation nationale. La France reste un des rares pays à ne pas avoir clairement remis en question cette page noire de son histoire.



## Sophie

Groupe de Rouen de la  
Fédération anarchiste

LA REVUE AUTREMENT<sup>1</sup> consacre à la délation un dossier publié en novembre 1987. Des sociologues, journalistes, universitaires, anciennes victimes, ayant fait l'objet de dénonciations s'interrogent sur une recrudescence de justifications concernant de telles pratiques. En effet, ce phénomène revient en force, au point de devenir un fait de société. La délation s'avance de nouveau à visage découvert, au nom de la chasse au grand banditisme, et au terrorisme, «d'Action directe». L'appellation de «crime odieux» justifie à elle seule toutes les dérives. Dénoncer constitue alors, pour le pouvoir en place, une preuve de civisme en épargnant des vies humaines, et en prévenant la mort violente de nouvelles victimes. Qu'en est-il aujourd'hui ? Les lois Sarkozy ont ouvert une brèche en désignant les populations à dénoncer. Il ne s'agit plus, dans la loi de Prévention de la délinquance votée le 5 décembre, de terroristes estampillés comme tels par le pouvoir, mais de populations non conformes, victimes d'inégalités sociales, ciblées pour leurs origines ethniques, ou leur lieu de résidence dans des quartiers dits sensibles. Les indicateurs seront dorénavant rémunérés, car la dénonciation est considérée comme un acte civique, et des milices citoyennes sont en préparation !

### Les racines historiques de la délation

Solon, en 594 avant notre ère, pose les fondements de la société athénienne. Aristote reconnaît à Solon le mérite de trois mesures qu'il considère comme une avancée :

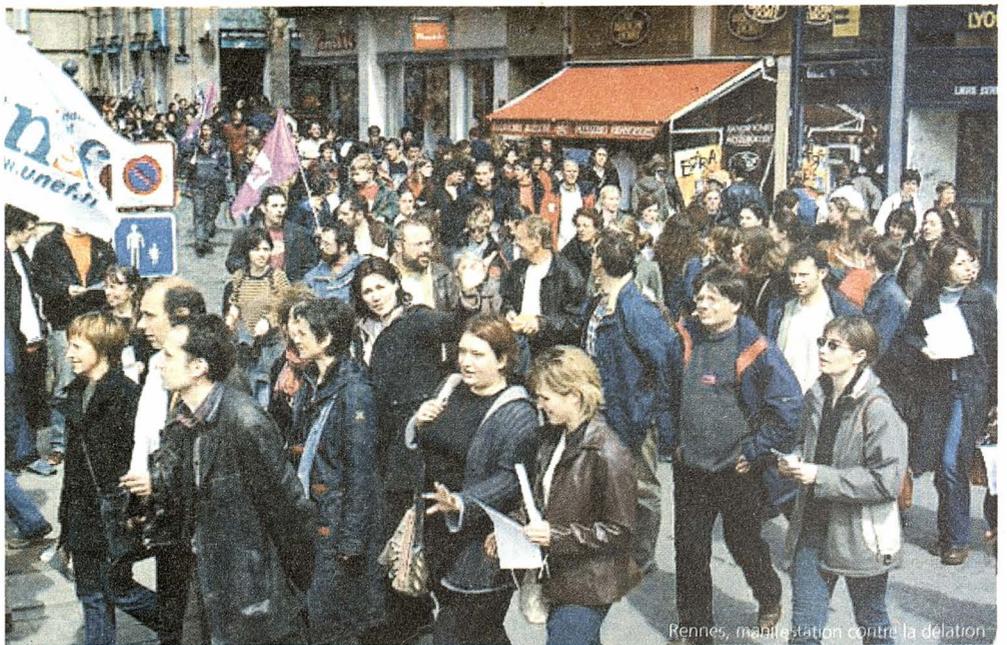
1. l'interdiction du prêt garanti sur la personne du débiteur;
2. le droit donné à chaque citoyen d'intervenir en justice sur la personne lésée;
3. le droit d'appel devant les tribunaux (Constitution d'Athènes).

Cette deuxième mesure initialisera le processus de la délation.

Avant Solon, l'initiative de la réparation des torts était laissée à la victime, et à la diligence des magistrats, les archontes. Les insuffisances manifestes de ce système, conduisaient à ne pas pouvoir réprimer toutes les infractions. Par ailleurs, les victimes les plus faibles n'avaient pas la capacité de traduire en justice leurs adversaires, et restaient sans défense, tels les orphelins dépouillés par des parents malhonnêtes. Le remède trouvé par Solon fut d'autoriser tout citoyen disposant de ses droits civiques, « s'il le veut », à devenir accusateur, et à intenter une action en justice pour une infraction dirigée vers autrui. Nuire à un individu et à l'État n'est plus l'affaire des seules victimes, ou des seuls magistrats et concerne toute la Cité. Le citoyen accusateur devient bénéficiaire de la confiscation des biens du condamné. Il est donc advenu que les délateurs étaient plus nombreux pour une accusation avantageuse que pour une accusation sans rétribution. Solon, à partir d'un principe d'égalité, a donc ouvert la voie aux abus ; notons cependant que pour enclencher le mécanisme de la délation, il faut un alibi «louable» : ici la défense du faible et de l'orphelin, pour justifier l'acte en lui-même.

C'est ainsi que dès la fin du 6<sup>e</sup> siècle avant notre ère, les accusations motivées par le civisme, ont disparu sous une avalanche de «dénoncations intéressées et méprisables». La délation au sens institutionnel du mot est née, elle s'incarne dans la figure type du «sycophante». À plusieurs reprises, la Cité grecque a tenté de lutter contre la plaie des accusations abusives, avec des périodes alternant entre le châtement suprême par la peine de mort pour les sycophantes, puis leur retour en force et leur utilisation par les pouvoirs en place.





Rennes, manifestation contre la délation.

Au travers de cet exemple naît la délation. Elle peut donc traverser les époques, les régimes, en trouvant au fil de l'histoire et des contextes des « justifications civiques » à l'abject, à la lâcheté et à l'inacceptable. La délation est un comportement indissociable du champ social qui le sollicite. Aucun régime politique ne semble y échapper. Elle prolifère en période de crise de démocratie, de guerre, de déstabilisation. Une voie s'ouvre au règne de « l'indic », du mouchard, de l'espion, de la balance, du rapporteur, du délateur.

Le xx<sup>e</sup> siècle a cependant vu apparaître différents types de délation qui structurent les États totalitaires, policiers et bureaucratiques. Certains, au nom de la « vigilance Révolutionnaire », se sont fondés sur elle. Les États, en utilisant les vieilles ficelles censées transformer la délation en actes de hautes qualités civiques, créent un climat de peur, d'autocensure, d'autocritique, parfois d'auto-accusation, conduisant à interdire de parler, voire de penser.

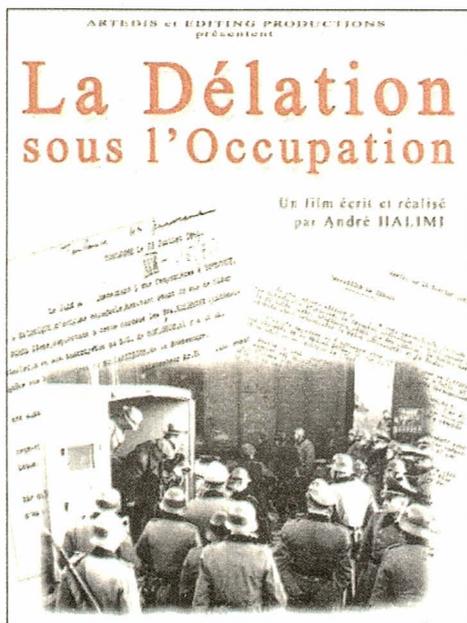
Que l'occupation, le maccarthysme, l'ère stalinienne, les dictatures militaires, et l'explosion terroriste génèrent des périodes d'encouragement à la délation ne peut nous étonner. Ces périodes critiques ne doivent pas masquer qu'il s'agit d'un mal endémique, « d'une peste brune » qui ne connaît aucune véritable éradication.

Jamais depuis « L'affiche rouge » la France n'avait vu placarder des visages suspects. Pourtant en 1986, sont publiées sur les murs des grandes villes des photos de Rouillan, Ménigon, Aubron et Cipriani, les quatre militants du groupe Action directe. Des témoins ont cru reconnaître Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron lors de l'assassinat du PDG de Renault. Or, à cette époque, aucune charge ne repose contre cette dernière, excepté le « délit conjugal », celui d'avoir épousé Régis Schleicher incarcéré et membre d'Action Directe. De plus, elle ne fait l'objet d'aucune poursuite en France. Cet exemple constitue une violation directe de la présomption d'innocence.

En mai 1986, Robert Pandrau, ministre de la Sécurité, annonce la décision du gouvernement de rémunérer les personnes qui contribuent à l'arrestation de terroristes. En septembre 1986, 200 000 exemplaires d'une affiche portant le signalement de Robert et Maurice Abdallah, membres des Fractions armées révolutionnaires libanaises soupçonnés des attentats sanglants de la Région parisienne sont diffusées à travers la France. Dans la presse, mise à contribution, seuls *Libération* et *l'Humanité* refuseront de diffuser les photos de suspects. Entre septembre et octobre 1986, 2 000 appels parviendront à la police. La polémique fait rage entre ceux qui sont résolument contre, exprimant leur rage avec des slogans « Non au régime de Vichy », « Non à la délation », et ceux qui jettent des regards suspicieux sur leurs voisins. L'affaire prend de l'ampleur jusqu'à entraîner un sondage de la Sofres, publié dans le *Figaro* le 23 mai, pour recueillir la position des différents électors sur le thème « la fin justifie-t-elle les moyens ? » Une majorité écrasante se dégage dans tous les électors, y compris dans celui du Front national, pour estimer qu'une démocratie ne peut pas se permettre d'utiliser n'importe quel moyen, même s'il s'agit de lutter contre un ennemi qui ne reconnaît aucun principe et ne respecte aucune loi, et est prêt à tout pour la déstabiliser.

Le 21 février 1987, les quatre derniers membres d'Action directe sont arrêtés par le Raid (Recherche assistance dissuasion) dans une ferme isolée située à Vitry-aux-Loges, après dénonciation du voisinage. Cinq jours plus tard, Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, déclare : « S'il n'y avait eu l'affichage des portraits, des terroristes et des offres de primes, les quatre terroristes d'Action directe courraient toujours. » Il indique que des informateurs toucheraient une prime d'un maximum d'un million de francs.

Cette pratique existe en Allemagne, depuis 1976, en Italie, et même en Suède pour l'identification du meurtrier d'Olof Palme.



## Pasqua, Pandrau, Sarkozy, un même outil : la délation

Aujourd'hui en s'appuyant sur des lois sécuritaires, Nicolas Sarkozy tente de constituer de véritables réseaux de délateurs (parfois rémunérés) où les informations, les fichiers, circulent indistinctement entre travailleurs sociaux, policiers, enseignants, personnels de la santé, conseillers généraux, instances judiciaires. En dernier lieu, les maires pourront collecter l'ensemble de ces données auprès d'un coordinateur ou superdélateur, à des fins de sanctions financières (suppression des prestations familiales, mise sous tutelle) ou pénales (saisine du procureur en cas de refus des familles d'effectuer des stages payants à la responsabilité parentale).

L'État-providence puis l'État-social se sont désagrégés au fur et à mesure que les gouvernements de droite comme de gauche ont laissé pourrir une situation économique qui n'aurait pu se redresser qu'en s'attaquant radicalement au capitalisme ainsi qu'à la course aux profits. La seule solution pour tenter de contenir la crise, au fur et à mesure que les inégalités s'accroissent et provoquent des réactions violentes de la part des syndicalistes, des précaires et des militants engagés à l'extrême gauche, réside dans le renforcement de l'État-pénal. Les actionnaires continuent ainsi à engranger tranquillement leurs plus-values au détriment de la majorité de la population, les chefs d'entreprise à délocaliser en toute quiétude, tandis que le secteur public est ouvert à la concurrence et démantelé. Cet État prétotalitaire produit des lois liberticides, emprisonne comme dans les années 1930, des mineurs âgés de 13 ans, dresse des catégories sociales les unes contre les autres, pratique la chasse aux chômeurs, aux étrangers, aux jeunes des cités, aux enfants d'immigrés.

La délation est devenue une sorte de projet de société, à présent labellisé par l'État. La loi dite de Prévention de la délinquance constitue une grave menace pour la démocratie dans la mesure où elle engendre une confusion dans la séparation des pouvoirs. Elle ne concerne pas que les seuls professionnels soumis à la confidentialité, mais tout citoyen, dont la liberté individuelle se trouve compromise par le croisement des fichiers, les caméras de vidéosurveillance disposées à tous les coins de rue, l'obligation de se soumettre à des tests ADN, le flicage par cartes à puces interposées.

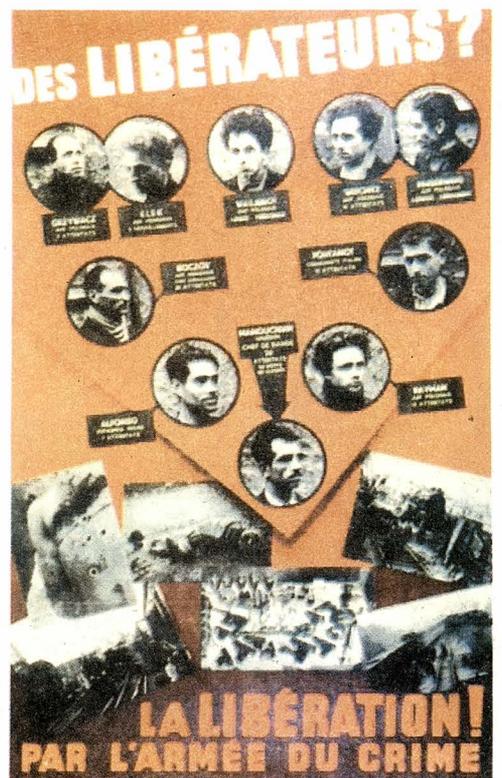
Au-delà de la loi de Prévention de la délinquance, le système de domination économique et politique dans sa globalité est en cause, dans ce contexte de déréglementation du droit du travail, de délocalisations sauvages, de discriminations, de déséquilibre Nord-Sud. Ce système doit être revisité de fond en comble, et nous savons que ni la droite ni la gauche ne s'y emploieront. C'est aux fondements du capitalisme qu'il faut s'attaquer. Cela ne passera pas par les urnes mais par la lutte sur tous les fronts.

Une question centrale reste posée : celle de la banalisation (et l'acceptation) de la délation dans la société des années 2000, alors qu'en 1986 ces méthodes étaient majoritairement conspuées par l'ensemble de la population.

« Quand ils sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste. Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste. Quand ils sont venus chercher les juifs, je n'ai rien dit, je n'étais pas juif. Quand ils sont venus chercher les catholiques, je n'ai rien dit, je n'étais pas catholique. Puis ils sont venus me chercher. Et il ne restait personne pour dire quelque chose. »

Pasteur Martin Niemöller Dachau, 1942.

Résister, lutter et désobéir individuellement et collectivement est un devoir! **S.**



1. Autrement : un archaïsme, une technique, un mode de gouvernement «la délation», n°94, novembre 1987. Directeur de la publication : H. Dougier, éd. Autrement.



# La jeunesse libertaire d'Istanbul

## Entre refus d'obéissance et rêves de construction



« Je suis dans la clarté qui s'avance  
Mes mains sont pleines de désir  
Le monde est beau  
[...]

Être captif, là n'est pas la question  
Il s'agit de ne pas se rendre  
Voilà. »

Nazim Hikmet (poème écrit en prison)

ISTANBUL, cité chargée d'histoire, d'émotions et de contrastes. Dans cette ville-monde qui tire sa lumière du Bosphore, les dépliants touristiques vantent des monuments à visiter (Sainte-Sophie, Topkapi, la Mosquée bleue, le grand bazar) ainsi que les hauts lieux de la nuit qui célèbrent la nouvelle *movida* stanbouliote. Ces cartes postales de l'ère de la mondialisation conservent encore quelques traces de l'orientalisme du XIX<sup>e</sup> siècle diffusé par les écrits d'écrivains voyageurs décrivant une Istanbul exotique et mystérieuse, comme Lamartine ou Chateaubriand. Aujourd'hui, les médias occidentaux s'emparent de l'effervescence créatrice d'Istanbul, mais aussi de son statut d'interface géopolitique et culturelle entre l'Orient et l'Occident, pour la lire au miroir des enjeux d'une éventuelle adhésion à l'Union européenne. Dans la confusion des représentations de l'Islam, Istanbul, et au-delà l'ensemble de la Turquie, deviennent cet « autre » dont l'altérité séduit et repousse à la fois et que l'on n'accepte réellement qu'intégré aux circuits de la mondialisation.

Si l'on tente d'aller plus loin que ces schémas réducteurs, on découvre pourtant, dans cette Istanbul cosmopolite, que la vitalité de ses habitants ne se lit pas seulement dans sa vitrine occidentale ou orientale ou dans cet entre-deux créateur de dynamisme, mais aussi dans les nouvelles formes d'expression politique et de pratiques de la citoyenneté qu'inventent ses habitants.

Au cœur de la cité, dans le quartier bouillonnant de Beyoglu, un groupe de jeunes, réinventant la tradition libertaire, interroge le système dans lequel il vit. Entre le très discret centre culturel Nazim Hikmet et les bruits continus de la grande rue commerçante Istiqlal, au dernier étage d'un immeuble au

charme surréaliste, le collectif Mekan (mot qui signifie « place » en turc) a établi son espace de rencontres. Depuis plus d'un an maintenant, Mekan tient lieu de plate-forme où se retrouvent ceux qui souhaitent lutter contre toute forme d'autorité. Plusieurs dizaines de personnes, essentiellement des jeunes dont la moyenne d'âge se situe autour de 25 ans, se retrouvent là quasiment quotidiennement, unis par un engagement anarchiste qu'ils tentent de concrétiser à travers des luttes politiques collectives mais aussi dans le quotidien de leur vie personnelle. À l'origine de leur engagement, des interrogations sur le sens de la vie et de leur être au monde qui ont fait naître une prise de conscience de l'oppression du système dans lequel ils vivent. Dans la Turquie post-Atatürk du XXI<sup>e</sup> siècle, les motivations ne manquent pas pour remettre en cause l'ordre établi. Le contrôle qu'exercent les structures étatiques, militaires et socio-économiques sur les individus crée ce sentiment de manipulation à l'origine du refus d'obéissance au système. Aujourd'hui, les jeunes libertaires de Mekan donnent ainsi la priorité, dans leurs engagements collectifs, à trois axes de résistance : la lutte contre l'oppression du système

politico-militaire, l'action contre les violences – symboliques ou réelles – faites aux femmes, ainsi que l'engagement contre les discriminations socio-économiques produites par le système capitaliste international.

La défense des objecteurs de conscience est véritablement l'espace où s'articulent, chez les anarchistes stanbouliotes, les revendications pour la liberté de conscience de l'individu et les luttes contre l'autorité politico-militaire. Le groupe Mekan mène ainsi depuis plusieurs mois maintenant une action en faveur d'un jeune homme, Halil Savda, actuellement incarcéré pour refus de participer au service militaire.

Mais les anarchistes stanbouliotes ne se contentent pas de développer uniquement des actions de résistance au système politique ou socio-économique dans lequel ils vivent. Ils souhaitent également mener des actions de construction. C'est ainsi qu'ils projettent dans un avenir proche de reprendre la construction d'un espace de vie commune pouvant réunir des dizaines de personnes dans une vie quotidienne qui pourrait être comme un modèle de vie libertaire – dans lequel liberté et égalité ne seraient pas de vains mots. Ces modes de vie alternatifs représentent pour les jeunes Stanbouliotes l'apprentissage d'une forme de lutte et de solidarité au-delà des cadres traditionnels oppressifs. Il s'agit pour eux également de tenir le défi en tenant compte des contradictions qui peuvent surprendre un mouvement anarchiste balançant entre le refus de tout système oppressif et les pressions de la vie quotidienne.



Salma Kojok, janvier 2007.

mekanarsi@yahoo.com

site de Mekan : <http://www.mekanarsi.cjb.cc>

# Les nouveaux (et les anciens) croyants de l'écologisme

Tout le monde il est beau, tout le monde il est écolo, à droite comme à gauche. De l'extrême droite (voir le programme scientifique du Front national) à l'extrême gauche. Lepage, Ollin, Voynet, Mamère, Cohn-Bendit, Hulot, et j'en passe. Qui veut signer la charte à Hulot? L'écologisme ratisse large, ce que l'on constate depuis plusieurs années, mais un cran est aujourd'hui franchi.

Philippe Pelletier

**F**ACE À CETTE EXTENSION, trois attitudes sont possibles. On peut s'en irriter: ceux-là, tous ceux-là, ne sont pas de « vrais écolos », mais des imposteurs ou des traîtres. On peut s'en réjouir: enfin des problématiques environnementales qui sont au cœur du débat public, enfin une philosophie ou une sensibilité qui sont prises en compte. On peut aussi tenter de s'interroger sur le fond, sur les vraies raisons d'un tel succès, essayer de comprendre ce qu'il signifie et vers quoi il nous emmène.

## L'attitude des cathares

La première attitude, celle de dire « ce ne sont pas de vrais écolos », relève typiquement de la secte des Parfaits et des Purs, des cathares. Car elle sous-entend que « les vrais, les purs, les parfaits », ce sont nous, les autres étant cacaboudin. Nous qui ne trempons pas dans les magouilles politiciennes! qui sommes plus authentiques! dont le mouvement a réglé les problèmes de pouvoir, de jalousie, de pesée sur le monde réel! qui vivons « écologiquement corrects »

Mais là, qui décide de la « correction »? À quel niveau de triage personnel des déchets, de consommation bio, de circulation pédestre ou vélocipédique, de non-utilisation de papier hygiénique dévoreur d'arbres abattus? de retrait du monde en solitaire et en contemplation? d'anarcho-primitivisme (pas moi, non merci)?

Avoir une attitude « totalement écologique » sous cet angle-là, admettons-en provisoirement les termes, est totalement respectable. Le problème est dans le passage de l'attitude individuelle, personnelle, à la dimension collective, du qui décide, qui juge, qui sanctionne. Et là, qu'est-ce qui est pratiqué de nos jours à ce sujet sinon un mélange de conscientisation (« Soyons responsables »), de culpabilisation (« Si tu ne le fais pas, tu es

inconscient, égoïste, pollueur »), de sacerdoce (« Engage-toi au quotidien, le moindre geste compte »), de mission (« Sauvons la planète »), de sacrifice (« Tant pis pour ton pouvoir d'achat ou ton confort »), de panoptique (« Partout, tout le temps, global, local »)?

Au-delà de sa « négligence » des problématiques de classe, ce type de discours véhicule deux dimensions. D'une part, la rhétorique dominante habituelle: le sacrifice (serrons-nous la ceinture, c'est-à-dire: vous d'abord), la culpabilisation (si tu es chômeur, c'est parce que tu ne cherches pas vraiment du travail, etc.), l'urgence (là, tout de suite, maintenant, dépêche-toi fainéant...), la pseudo-lutte contre le fatalisme (il ne tient qu'à toi de...). D'autre part, le religieux (le sacrifice encore, le sacerdoce, la mission), élément plus prégnant dans les pays du puritanisme où ont précisément percé les mouvements écologistes (Allemagne, Scandinavie, États-Unis...). Le tout avec un mélange plus ou moins dosé d'injonction et de moralisme selon les pays et les circonstances, de variétés dans les alliances politiques.

La posture des Parfaits et des Purs, des cathares, relève de la secte et du comportement religieux, deux phénomènes malheureusement très fréquents et dont nul milieu, même libertaire, n'est semble-t-il à l'abri. Or ces deux phénomènes sont probablement, dans l'immédiat comme dans le moyen terme, beaucoup plus dangereux que le supposé *global warming*. Se penser et se placer dans la secte et le néocatharisme permet certes de se réfugier dans le confort de certitudes, acquises a priori dans la rébellion tout en pouvant intégrer des valeurs dominantes inculquées par tous les pans de la société, mais aussi de se bâtir un petit ou un grand pouvoir. C'est bien le pouvoir qu'il faut redouter, avec





ses chefs de couvent, ses prêtres, ses gourous, ses apprentis dictateurs. Que l'on songe à la fameuse déclaration du philosophe Hans Jonas, figure emblématique de l'écologisme, sur la nécessité d'une «dictature bienveillante» pour sauver la planète! Désolé, mais quand je lis et que j'entends cette phrase, je retiens surtout le mot «dictature». D'autant que l'histoire fourmille d'exemples où le «bienveillant» passe vite à la trappe. Et que l'on songe au caractère «transitoire» de la dictature du prolétariat censée nous emmener vers les horizons dorés du communisme. Écoutons attentivement: quand nos gourous écologistes parlent de mesures d'urgence, cela veut dire aussi que, sur les moyens, la façon, ils sont psychologiquement prêts à imposer beaucoup de choses...

### La réaction environnementaliste

La prise en compte de la question environnementale est l'un des acquis du mouvement écologiste, et pas seulement de lui, d'ailleurs. Personnellement, je m'en réjouis. Mais cela ne suffit pas. Il faut s'interroger sur les bases du succès, autrement dit essayer de sortir des bons sentiments et de penser «social-politique».

L'écologisme constitue une réaction aux dégâts environnementaux provoqués par la haute croissance des Trente Glorieuses. Mais sa philosophie et sa posture, contrairement à ce que certains écologistes ont affirmé, ne sont pas nouvelles. Elles remontent au romantisme naturaliste du xix<sup>e</sup>, aux réactions contre l'industrialisation et à la technologie. Et là, beaucoup de courants existent, et se sont affrontés. Le mouvement libertaire lui-même a été traversé par des débats sur cette question, avec Henry David Thoreau ou Élisée Reclus, par exemple, qui ne se situent pas sur le même plan. Avec aussi, de nos jours, Murray Bookchin, celui qui est allé le plus loin dans ce domaine, surtout quand il a commencé à comprendre ce que signifie la *deep ecology* (l'écologie profonde) et à prendre ses distances avec elle, s'attirant les foudres de ses gardiens du Temple.

Les principes mais aussi les registres de l'écologisme ne sont pas nouveaux. L'usage de la peur et du catastrophisme fait penser aux religieux classiques, mais aussi aux prophètes marxistes, qui annonçaient l'effondrement du capitalisme sous ses contradictions, ou fascistes qui s'effrayaient de la décadence occidentale provoquée par la ploutocratie juive. Le recours à la peste émotionnelle, comme l'a montré Wilhelm Reich exclu du Parti communiste pour cette analyse, est caractéristique du fascisme, mais aussi de l'écologisme. Dire cela ne revient pas à amalgamer les deux – comme des interprètes malintentionnés ont essayé de me le faire dire –, mais à constater des mécanismes politiques et psychologiques semblables.

L'affaire se corse quand on découvre des convergences sur le fond. Ernst Haeckel (1834-1919), fondateur de l'écologie (la

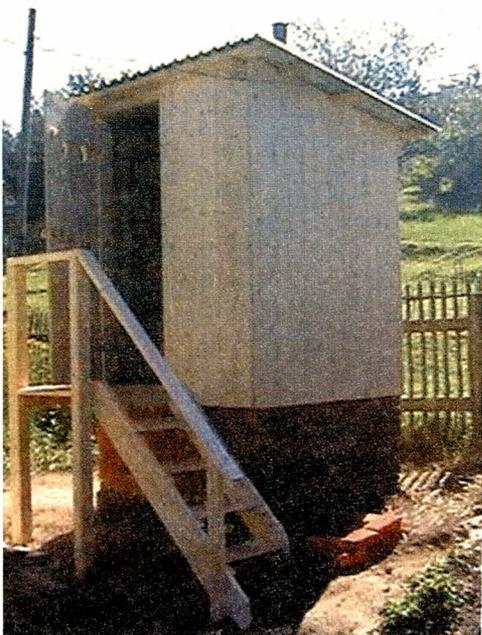
science), est partisan de la peine de mort et farouche social-darwinien qui fait préfacier son livre sur le monisme par le racialiste Vacher de Lapouge, lequel suggère de remplacer la devise «liberté, égalité, fraternité» par «déterminisme, inégalité, sélection». L'écrivain Ludwig Klages, qui a fasciné les premiers écologistes du xx<sup>e</sup> siècle, est un raciste et un ultraconservateur. L'une des premières décisions de Mussolini après la marche sur Rome (1922) est de créer le Parc national du Grand Paradis (1922). La plupart des *Wandervögel* naturalistes se rallient au national-socialisme. Le parti nazi abrite une «aile Verte» importante (Hess, Darré, Himmler, Todt, Schönichen...). Le concept d'holisme chéri par l'écologie profonde est créé par le partisan de l'apartheid Jan-Christiaan Smuts.<sup>1</sup>

Évidemment, pratiquer l'analogie comporte des risques, est insuffisant et peut choquer. Faut-il pour autant se voiler la face et botter en touche? Ne pas se poser quelques questions? Penser en noir et blanc? Ou dire: c'est pas les bons, c'était hier, ce n'est plus comme cela aujourd'hui? Oui, bien sûr, comme les socialistes de 2006 qui ne sont pas ceux de 1981, du congrès d'Épinay ou de 1936 (encore que?). De même que les post-fascistes actuels ne sont pas les fascistes de 1940 (et Marine Le Pen n'est pas Hitler)...

### Le totem et ses tabous

Mais la question est plus large. Quand on évoque le fascisme, on court le risque de faire rejaillir la peste émotionnelle, la réaction irrationnelle, l'absence de réflexion; de mésinterpréter le fascisme lui-même. Or s'il y a bien une chose qu'il faut avoir en tête, c'est que le fascisme – le brun mais aussi le rouge – est doté d'une théorie globale, construite, touchant tous les aspects. Il est arrivé au pouvoir pas seulement par la force, par la ruse, mais aussi par la séduction: du peuple, qui a voté pour lui en 1933 en Allemagne, et de l'intelligentsia qui, a priori mieux armée intellectuellement, lui a fourni des contingents de philosophes de haute volée (Gentile, Heidegger, Nishida; même Emmanuel Mounier un temps fasciné par le fascisme). Le milieu libertaire est, à cet égard, victime de deux visions: celle de l'Espagne où le franquisme s'est imposé par la violence totale, qui fait oublier les victoires démocratiques du fascisme, et celle de l'imagerie actuelle du militant fasciste au crâne rasé ressemblant plus à un supporter d'une équipe de football qu'à un théoricien stratège, qui fait oublier la réalité plus profonde du fascisme.

Critiquer l'écologisme sans nier la gravité des dégâts environnementaux, économiques et sociaux revient, semble-t-il, à briser un tabou. Du moins avais-je estimé que dans l'une des rares oasis, celle de la libre pensée, cet exercice restait possible. Que le politiquement correct n'était pas accepté pour argent comptant. Qu'il y avait place au débat franc et direct, sans la médiocre lâcheté qui consiste à



me calomnier publiquement sans débat contradictoire, ni droit de réponse.

S'attaquer à un tabou comporte, il est vrai, certains risques. Celui, par exemple, de se voir attaquer par les porteurs du totem, les croyants, outrés et bien-pensants. L'écologie qui brasse tellement large, avec ses croyances, ses valeurs morales, son culte du catastrophisme, ses prêtres, ses gourous, ses églises, ses schismes, s'apparente d'ailleurs à une religion: celle de la nature. Une religion avec un dieu au mieux rétrogradé à l'immanentisme des croyances animistes ou totémiques, souvent remplacé par déesse Gaïa ou Terre-Mère, par une nature qui, à l'instar des animaux (les dauphins, les baleines ou les bébés phoques, mais pas les scorpions, la vermine ou les chauves-souris), est dotée de « droits », de « valeurs intrinsèques ».

Attention, il ne s'agit pas d'esquiver la question des relations entre l'humanité et la nature. Ni de sataniser celle-ci au prétexte de ne pas la diviniser. Il ne s'agit pas non plus, répétons-le, d'éviter de réfléchir sur l'environnement et l'écologie, ni de rejeter certains constats ou certaines interrogations. Mais, répétons-le, l'écologie est une science, l'écologie est autre chose, un mouvement et/ou une idéologie qui s'appuie en partie – et à des degrés variables – sur cette science. La science écologique elle-même n'est pas à l'abri de la critique, comme toutes les autres sciences d'ailleurs, sous peine du retour au dogmatisme.

Et cette religion n'est pas nouvelle, comme j'essaie de le montrer, tant dans ses principes que dans ses façons de faire. Avec la rhétorique sur le « choc des civilisations », l'écologisme est devenu, sur fond de problématiques réelles, le deuxième pilier de l'idéologie dominante, d'un capitalisme qui ne produit pas pour produire mais pour vendre, qui essaie de ne pas scier la branche écologique sur laquelle sont assis ses profits. Qui a toujours besoin du discours du « Nous sommes tous sur le même bateau » – et pour cela, la théorie du *global warming* est une bénédiction.

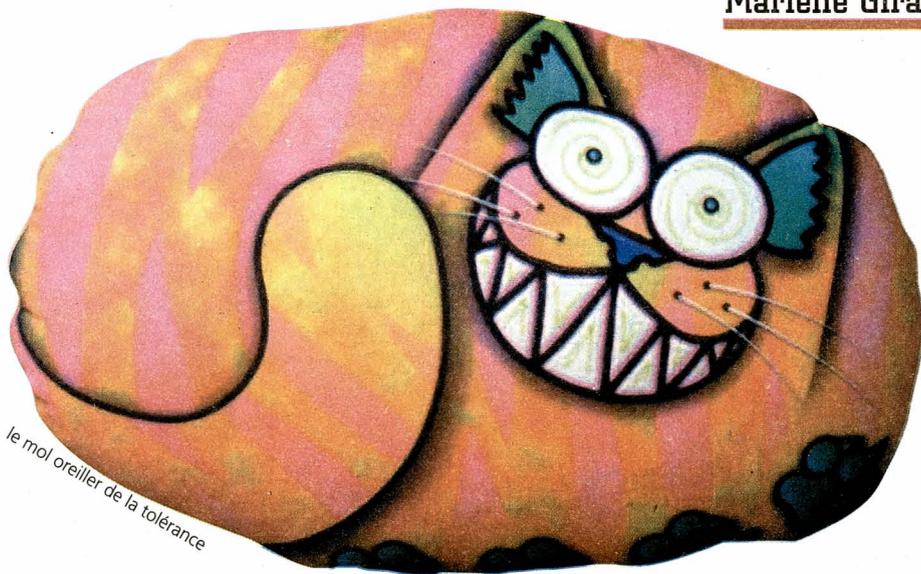
Se réjouir de l'intérêt porté aux problématiques environnementales, oui. Se poser en néo-Cathares, non. S'attaquer aux pollutions et aux dégâts, encore oui. Rejoindre les écologistes sur certains terrains, certes. De là, à accepter sans sourciller leur philosophie, leur stratégie et, *in fine*, leur donner nos suffrages... Mais à qui, au fait?

Ph. P.

1. Curieusement, il n'existe que très peu de textes sur ce thème en français, à part le livre de Robert Pois sur *la Religion de la nature et le national-socialisme* (1993) ou certains travaux, insuffisants, de Luc Ferry. Les éditions libertaires AK Press ont publié une excellente brochure sur *Ecofascism, lessons from the German experience* (1995). Cf. également les travaux (en anglais) d'Anna Bramwell, Raymond Dominick, Michael Zimmermann...

# Ne tolérons plus l'intolérable !

Marielle Giraud



**SI VOUS SOUHAITEZ DÉGUSTER**, pour bien commencer la nouvelle année, une coupe de révolte mousseuse et pétillante à point, lisez *l'Éloge de l'intolérance: la révolte et le siècle, 1905-2005*, de Roger Dadoun.

Le *Monde libertaire* ouvrait récemment ses colonnes à une critique de nos intellectuels français: renégats de la contestation des années 1968, suppôts inavoués du capitalisme, éteignant toute révolte dans le consensus mou des valeurs humano-libérales. Bien loin de ces discours démobilisants ou récupérateurs, Roger Dadoun, dans ce petit livre, nous distille en continu une révolte claire et allègre, joyeuse, pimentée d'humour: de quoi entamer l'année, non pas sinistrement avachis sur le « mol oreiller de la tolérance », mais bien campés, l'œil vif, aux aguets, résolu à « ne plus tolérer l'intolérable ».

En effet, nos sociétés dites démocratiques se laissent piéger par ce paradoxe: au nom de la tolérance, on en vient à tout tolérer, jusqu'à l'intolérable – et on laisse perdurer des formes de vie sociale proprement insupportables. Pour les changer, pour affronter les conflits que la vertueuse tolérance du « vivre ensemble » ne sait pas résoudre, il nous faut réapprendre l'intolérance. Non pas, bien sûr, l'intolérance fanatique, « mécanique de destruction » prête à se déchaîner en folies et massacres, en tentatives d'anéantissement de l'autre. Mais il y a un bon usage de l'intolérance, qu'il est urgent de redécouvrir: car dans l'intolérance, il y a la révolte. « La révolte libère, au creux de l'intolérance, l'énergie qui

va nous permettre de lutter contre l'intolérable, de dégager la voie menant peut-être à une issue, d'envisager de nouveaux équilibres et de « bonnes formes » de vie... »

Cette vertu retrouvée de l'intolérance, R. Dadoun nous l'assène comme une évidence aussi indiscutable que la morale d'une fable de La Fontaine, à l'issue d'un parcours échevelé de 1905 à 2005 – centenaire oblige – ou, plutôt, d'un surf acrobatique sur les années en « 5 »: 1905, 1945, 1955... Sélectionnant quelques événements saillants, il nous entraîne à travers un siècle marqué d'horreurs, mais aussi d'avancées, et où nous avons notre rôle à jouer, face aux débordements destructeurs de la violence inhérente à l'espèce humaine, à l'envahissement sournois des Églises, aux pulsions mortifères de tous les pouvoirs.

Avec l'année 1905, un heureux centenaire nous attend: la loi sur la séparation des Églises et de l'État. C'est cette laïcité, libertaire par essence, car émancipatrice, qui nous a permis, depuis un siècle, de tenir à distance les Églises et tous ceux qui s'en réclament pour tenter de « limiter ou réprimer la liberté de pensée, l'autonomie des choix de vie, le pouvoir critique et libérateur de la raison, la joie de vivre selon son être authentique, sexualité au premier chef ». Savoir rester vigilants face aux résurgences de l'obscurantisme religieux, tels sont nos premiers travaux pratiques en matière d'intolérance.

Premier Congrès international d'Espéranto à Boulogne-sur-Mer, mort de Louise Michel et

d'Elisée Reclus: l'année 1905 nous apporte aussi la formule de la relativité d'Einstein, ainsi que les *Trois essais sur la théorie de la sexualité* de Freud. L'homme, infime grain d'énergie dans un univers dont la logique le dépasse, se découvre de plus en plus par des pulsions internes – sexualité, pulsion de mort – aussi hors de portée de son contrôle que les flux de photons intersidéraux. Le 22 janvier 1905, le fameux «Dimanche rouge» de Saint-Petersbourg est un autre coup porté à la vision d'un monde bienveillant pour l'homme. Le tsar en Russie fait tirer sur la foule venue pacifiquement lui remettre une supplique: mille morts... Épisode tristement emblématique des rapports désespérément inégalitaires entre le chef et les masses, les «heureux élus» de la sélection sociale et les rejetés, les désarmés, les pauvres, à qui ne reste, pour solliciter leur accès à l'égalité et au bonheur, qu'une très timide forme de révolte: la supplique, une fois de plus réprimée dans le sang, exemple désolant de l'impitoyable jeu du pouvoir.

À partir de 1945, nous plongeons plus encore dans l'horreur. C'est la vision des camps de concentration, la découverte de la barbarie concentrationnaire, dans sa version hitlérienne et sa version stalinienne: «horreurs extrêmes» dans l'ombre desquelles bien d'autres se sont fait oublier: telles les massacres de Sétif et Guelma, du 8 au 25 mai 1945 – des milliers de morts en moins de trois semaines – et ce, non pas sous un régime totalitaire mais «dans le cadre de la République française, laïque et démocratique, égalitaire et émancipatrice». Événement inscrit dans la logique des structures coloniales, dont les séquelles ensanglantent encore le monde, alors que, nous rappelle R. Dadoun, il a été question en 2005 de rendre obligatoire dans l'enseignement les éléments positifs de la colonisation!

1945, et c'est encore – autre produit de la créativité humaine – Hiroshima et Nagasaki, le début de l'équilibre de la terreur, et l'inscription au tréfonds de nos structures mentales de ce fait nouveau: la fin possible et instantanée de notre monde, sur la simple pression d'un bouton.

Dix ans plus tard, un événement d'un tout autre ordre marque le calendrier: l'apparition dans les foyers de la télévision, hypocrite machine dont le poète Armand Robin, dès 1955 dénonce les «redoutables opérations de domination à distance», génératrices d'un «peuple de télécommandés» communiquant par «paroles téléjetées».

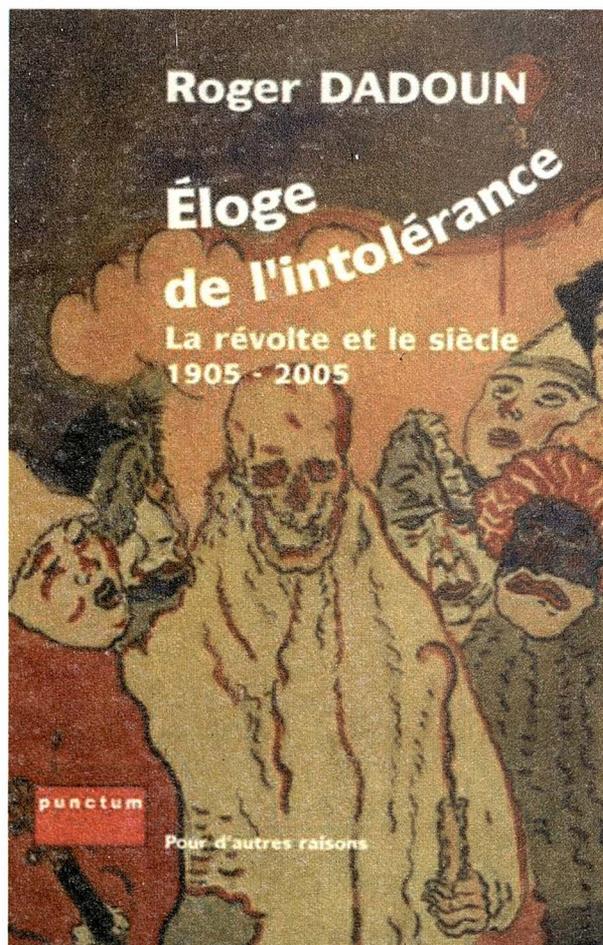
En revanche, à partir de 1955, nous célébrons aussi les débuts

du Planning familial, support concret et efficace à la libération de la femme. Saluons ici l'hommage rare rendu par l'auteur à la femme enceinte, exemple de tolérance biologique (à l'être étranger qu'elle porte), ainsi qu'à la «vieille femme édentée» qui, il y a cinq mille ans, inventa la marmite...

*La révolte et le siècle (1905-2005)*: ne nous y trompons pas, ce n'est pas vers un récapitulatif des luttes héroïques, de drapeaux brandis, de victimes et de vainqueurs du siècle passé que R. Dadoun nous incite à tourner le regard. Sous prétexte de ce décryptage historique, c'est en nous qu'il trouve et ranime la révolte, une révolte bien ancrée dans notre présent, vivifiée par ses indignations, ses mises en garde, sa logique lumineuse. Ainsi empoignés, secoués, instruits, nous ne pouvons que partager cette lecture «révoltée» de notre histoire, autant grâce à l'enchantement d'une écriture toujours aussi étincelante, qu'à l'implacable cohérence qui la sous-tend: fouiller, repérer, pointer du doigt, se scandaliser, se réjouir, inlassablement, avec flamme toujours, la flamme de la raison et du cœur, éclairer la réalité par les mots justes, balayer nos incertitudes, clarifier nos attitudes, et nous laisser raffermis, vigilants, armés d'une intolérance redéfinie et efficace face à tous les intolérables du monde.

M. G.

Roger Dadoun, *Éloge de l'intolérance: la révolte et le siècle, 1905-2005*, éd. Punctum, 93 p., 12,50 euros, 2006.



# Claire l'enragée

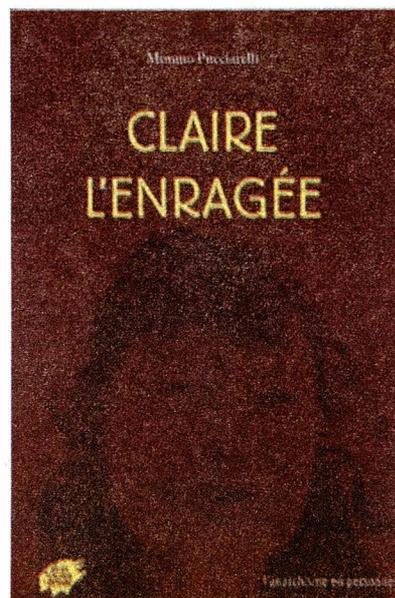
C'est le portrait un peu déconcertant d'une jeune fille qui a 17 ans en Mai 68. A travers cette entrevue très bien menée, Claire Auzias nous raconte une vie, ou plutôt plusieurs vies, dans cette bonne ville de Lyon. Entre délinquance, violence et came, Claire Auzias a tout vécu : la différence, le viol par le père, la route, la taule, Mai 68. La came est partout, sous toutes ses formes, en filigrane, à une époque où le phénomène est encore marginal.

Rarement récit va autant au fond des choses. Ce ne sont que situations désespérées, expériences qui foirent, dérives suicidaires, voyages où rôde la violence. Et à chaque fois, la «môme» Claire rebondit avec humour et bonne humeur. Sa façon bien à elle de se reconstruire, au fur et à mesure des galères, malgré la misère sociale qui l'entoure.

Belle leçon d'optimisme, parfois inconscient. Au fil des années, une autre femme se profile, curieuse, amoureuse, engagée. Aucune lutte ne lui est étrangère. Cette curiosité, cette révolte permanente, lui permettent de devenir un témoin capital de cette fin de siècle.

Grâce à la fréquentation des grandes dames de l'anarchie, Claire Auzias se définit elle-même. A travers cette vie mouvementée, on rencontre une femme d'espoir et de luttes, que rien n'arrête dans sa recherche de l'autre. Une belle expérience de clairvoyance et d'humanité.

Lisez en «claire», vous ne le regretterez pas!



Mimmo Pucciarelli, *Claire l'enragée*.  
Atelier de création libertaire.

Benoist Rey

# Une oie blanche au Colisée

## À lire pas à pas...

**ALLEZ SOYONS FRANCS** : quelles sont les personnes qui, à l'évocation du nom de Berlusconi, n'affichent pas aussitôt un sourire amusé ou narquois? Honnêtement pour mon propre compte, je ne vois guère.

Les frasques, les turpitudes et les provocations du susnommé font régulièrement les délices des gazetiers, ou bien pour le cinéma, sont source d'inspiration pour des réalisateurs courageux et talentueux comme Sabina Guzzanti avec *Viva Zapatero* en 2005 ou encore Nanni Moretti et son *Caïman* en 2006.

Certes ces différents et salutaires «objets» remettent du carburant de dérision – ou d'affliction – c'est selon, dans notre cogito, mais le soufflé de notre curiosité retombe vite et le sujet italique est mis entre parenthèses.

Pourtant la scène contemporaine ultramontaine mériterait bien que nous dépassions un intérêt soumis à nombre d'éclipses. C'est précisément l'opportunité que nous offre l'écrivain européen Antonio Tabucchi avec son dernier livre, le bien nommé *Au pas de l'oie*.

À partir d'un procédé narratif original, en l'occurrence l'invite faite au lecteur de cheminer

dans cet ouvrage en parcourant les différents chapitres sous la forme d'un faux Jeu de l'oie (s'il le désire seulement), l'auteur nous offre une mise en perspective historique fouillée et à un décryptage rigoureux des tenants et aboutissants du «phénomène» Berlusconi.

La sanguinaire «République» de Salò eut le temps, avant que de céder en 1945 sous les coups de boutoir conjugués des alliés et des partisans, de semer et de diffuser nombre de graines de... salauds. Et ce sont ses fils putatifs précisément qui, au fur et à mesure de leur montée en puissance, ont confisqué la plupart des différents leviers de pouvoir en Italie, le tout sur un fond musical ressemblant davantage à des bruits de bottes qu'à une ritournelle napolitaine.

L'Italie est entre les mains d'affairistes et histrions sinistres? Oui, mais la sinistra (gauche en italien) y a mis beaucoup du sien tant sa lâcheté, sa veulerie et surtout sa complicité active ont largement contribué à la transformation de ce pays en cour des Miracles où les mots argent, trahison, manipulation, falsification de l'histoire, racisme sont quasiment glorifiés ouvertement par la plupart des médias.

*Au pas de l'oie Chroniques de nos temps obscurs*,  
d'Antonio Tabucchi, éd. du Seuil,  
240 p., 16,90 euros

Nous ne suivrons pas Antonio Tabucchi lorsqu'il réitère fréquemment son attachement viscéral à la «démocratie» ou à la «république», modèles de gouvernement qui à ses yeux tutoient l'idéal mais sont injustement pervertis ou dévoyés en Italie.

A cette forte et irréductible réserve près, la lecture d'*Au pas de l'oie* est un ouvrage qui fait vraiment honneur à la littérature, non seulement grâce au style de l'auteur, lequel est vif et très incisif, mais aussi en ce qu'il décrit sans concession un processus qui permet au caca d'oie de répandre extensivement ses relents nauséabonds.

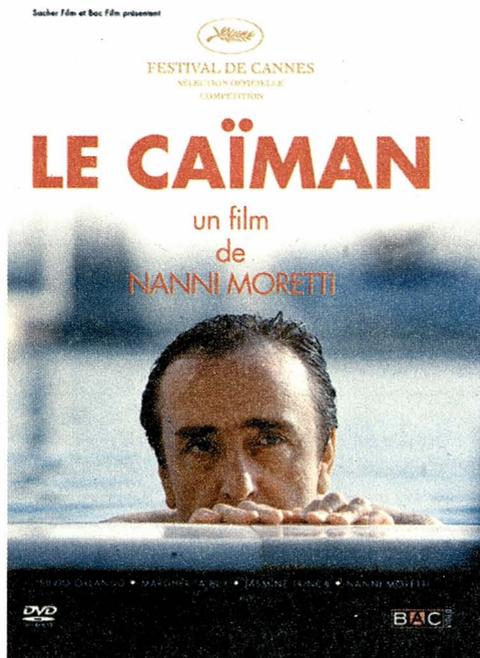
En creux, donc de façon tout à fait involontaire, l'auteur fait la démonstration que les travailleurs, à confier leur sort à de faux amis, sont inévitablement voués à être mis au pas... et le fait que ce pas soit celui de l'oie ne fait qu'aggraver leur affaire.

Sami Chemin

groupe Élisée Reclus de la Fédération anarchiste

# À propos de Nanni Moretti

## et de l'édition du DVD *le Caïman*



QUAND ROBERTO BENIGNI faisait encore de bons films comme acteur, par exemple : *Pipi caca dodo*, de Ferreri et *De la luna*, de Fellini, il avait déclaré que «ce cinéma-là était indispensable comme le gaz et l'électricité». Maintenant il n'y a plus que Nanni Moretti dans le cinéma italien pour nous donner tant de plaisirs «indispensables» à la fois, faits de drôlerie, d'intelligence et de politique. Nanni Moretti présentait à Turin, au mois de novembre, à l'occasion du 24<sup>e</sup> Torino-FilmFestival et conjointement à la sortie DVD de son film, les bonus qui accompagnent le *Caïman*. Ce DVD est sorti en France fin novembre.

Dans un amphithéâtre bondé, il expliquait pourquoi son «Journal de tournage» du *Caïman* est devenu le bonus du film (60') et se présente comme une sorte de *Caro Diario* n°2. Les bonus sont là, voulus par lui, pour nous communiquer son bonheur de tourner, ses doutes, ses angoisses et les hasards du tournage, comme tous les morceaux qui constituent les moments-charnières de la construction du film... Et surtout, pour expliquer qu'il ne s'agit pas «d'un film contre un homme, mais d'un film contre un système!»

Une critique du *Manifesto* soutenait même que ce bonus et ce qu'il montre du travail du cinéaste était, pour elle, beaucoup plus émouvant que le film lui-même. Jugement auquel il ne faut absolument pas souscrire, mais qui est à considérer. En effet, ce que dévoile ce bonus que Nanni Moretti revendique comme un travail aussi important à connaître que le film lui-même, puisqu'il s'agit d'une sorte de *work in progress* où sont relatés les différents moments d'élaboration du projet: que ce soit l'écriture du scénario, la recherche de co-producteurs – visite des Français de Wild Bunch, puis des Japonais qui, quoique intéressés, ne concrétisent pas –, ou le casting hilarant, et pour les enfants et les autres acteurs, ou encore les répétitions très drôles avec Nanni Moretti toujours présent, très impliqué et jamais indifférent. Il écoute les propositions de spécialistes qui lui conseillent l'animation par ordinateur auquel il renonce. Il mime tout lui-même, joue différents rôles, imprime sa présence au prix d'une concentration joyeuse et douloureuse. Tout cela confirme que Moretti n'est pas

seulement un metteur en scène qui atteint avec *le Caïman* sa maturité, mais aussi un penseur de cinéma. Cinéphile, il rend hommage à d'autres cinémas (burlesque italien et séries B), il ne gifle plus les journalistes mais fait verser de l'eau bouillante sur un critique de «cuisine», qui sème la terreur alors qu'il a perdu son odorat depuis des années. Comment ne pas penser aux menus vengeurs mijotés contre tous les fascistes, staliniens et tortionnaires dont abondent ses autres films? C'est en homme politique qu'il joue la scène la plus drôle du film: il est reçu à la télévision pour parler de son film et il ne peut pas en parler. On est à quelques mois des élections et tout le monde sait qu'il a réalisé un film sur Berlusconi. Donc il bredouille qu'il s'agit d'un film allemand sur un M. Baumgartner et qu'il n'est surtout pas politique... Ce que dément évidemment tout le film et surtout la préparation de la dernière séquence, ce final extraordinaire où il est Berlusconi, un Berlusconi sérieux et grave. Car il s'agit d'une part de «ne pas raconter ce que tout le monde sait» et d'autre part de «restituer la gravité de ses propos "publics", et de montrer qu'il s'échappe du tribunal...» pour aboutir à faire comprendre ce qu'est «résister dans une démocratie et de reconstruire ce qu'on a filmé». Ce DVD du film de Nanni Moretti prolonge donc l'enjeu et l'engagement du film. Nanni Moretti se montre dans le film comme un homme affranchi de l'obligation d'être le réalisateur-interprète par excellence. Il ne veut plus jouer un personnage. Il le dit en chantant à tue-tête de la variété italienne, ces chansons qui parlent à notre cœur de midinette. Silvio Orlando devient son interprète, son alter ego, entouré de Margherita Buy, impériale et de Jasmine Trinca, magnifique. Et pourtant: quand la farce est finie, Nanni Moretti reprend le rôle de Berlusconi et ne fait plus rire du tout: il veut nous faire peur, montrer qu'on ne peut rire de celui-là qui se joue de tout, qui insulte la démocratie en la transformant en un show télévisuel avec des girls qui remuent leur derrière. «Cette honte pour l'Italie et l'Europe...»

Heike Hurst

DVD sorti par Bac Vidéo en France le 23 novembre.

2006, Italie, Images DVD 9

Format 1.85 – 16/9 compatible 4/3

Couleur- Versions française et originale dolby digital 5.1

Sous-titres français – Durée: 1 h 48

Bonus DVD

Presse: François Vila

# Le criminel

**C'EST TOI LE CRIMINEL**, ô peuple, puisque c'est toi le souverain. Tu es, il est vrai, le criminel inconscient et naïf. Tu votes et tu ne vois pas que tu es ta propre victime.

Pourtant n'as-tu pas encore assez expérimenté que les députés, qui promettent de te défendre, comme tous les gouvernements du monde présent et passé, sont des menteurs et des impuissants ?

Tu le sais et tu t'en plains ! Tu le sais et tu les nommes ! Les gouvernants quels qu'ils soient, ont travaillé, travaillent et travailleront pour leurs intérêts, pour ceux de leurs castes et de leurs coteries.

Où en a-t-il été et comment pourrait-il en être autrement ? Les gouvernés sont des subalternes et des exploités : en connais-tu qui ne le soient pas ?

Tant que tu n'as pas compris que c'est à toi seul qu'il appartient de produire et de vivre à ta guise, tant que tu supporteras – par crainte – et que tu fabriqueras toi-même – par croyance à l'autorité nécessaire – des chefs et des directeurs, sache-le bien aussi, tes délégués et tes maîtres vivront de ton labeur et de ta niaiserie. Tu te plains de tout ! Mais n'est-ce pas toi l'auteur des mille plaies qui te dévorent ?

Tu te plains de la police, de l'armée, de la justice, des casernes, des prisons, des administrations, des lois, des ministres, du gouvernement, des financiers, des spéculateurs, des fonctionnaires, des patrons, des prêtres, des proprios, des salaires, des chômages, du parlement, des impôts, des gabelous, des rentiers, de la cherté des vivres, des fermages et des loyers, des longues journées d'atelier et d'usine, de la maigre pitance, des privations sans nombre et de la masse infinie des iniquités sociales.

Tu te plains, mais tu veux le maintien du système où tu végètes. Tu te révoltes parfois, mais pour recommencer toujours. C'est toi qui produis tout, qui laboures et sèmes, qui forges et tisses, qui pétris et transformes, qui construis et fabriques, qui alimentes et fécondes !

Pourquoi donc ne consommes-tu pas à ta faim ? Pourquoi es-tu le mal vêtu, le mal nourri, le mal abrité ? Oui, pourquoi le sans-pain, le sans-soulier, le sans-demeure ? Pourquoi n'es-tu pas ton maître ? Pourquoi te courbes-tu, obéis-tu, sers-tu ? Pourquoi es-tu

l'inférieur, l'humilié, l'offensé, le serviteur, l'esclave ?

Tu élabores tout et tu ne possèdes rien ? Tout est par toi et tu n'es rien.

Je me trompe. Tu es l'électeur, le votard, celui qui accepte ce qui est ; celui qui, par le bulletin de vote, sanctionne toutes ses misères ; celui qui, en votant, consacre toutes ses servitudes.

Tu es le volontaire valet, le domestique aimable, le laquais, le larbin, le chien léchant le fouet, rampant devant la poigne du maître. Tu es le sergeot, le geôlier et le mouchard. Tu es le bon soldat, le portier modèle, le locataire bénévole. Tu es l'employé fidèle, le serviteur dévoué, le paysan sobre, l'ouvrier résigné de ton propre esclavage. Tu es toi-même ton bourreau. De quoi te plains-tu ?

Tu es un danger pour nous, hommes libres, pour nous, anarchistes. Tu es un danger à l'égal des tyrans, des maîtres que tu donnes, que tu nommes, que tu soutiens, que tu nourris, que tu protèges de tes baïonnettes, que tu défends de ta force de brute, que tu exaltes de ton ignorance, que tu légalises par tes bulletins de vote – et que tu nous imposes par ton imbécillité.

C'est bien toi le souverain, que l'on flagorne et que l'on dupe. Les discours t'encensent. Les affiches te raccrochent ; tu aimes les âneries et les courtisannies : sois satisfait en attendant d'être fusillé aux colonies, d'être massacré aux frontières, à l'ombre de ton drapeau.

Si des langues intéressées purlèchent ta fiente royale, ô souverain ! Si des candidats affamés de commandement et bourrés de platitudes brossent l'échine et la croupe de ton autocratie de papier ; si tu te grises de l'encens et des promesses que te déversent ceux qui t'ont toujours trahi, te trompent et te vendront demain : c'est que toi-même tu leur ressembles. C'est que tu ne vauds pas mieux que la horde de tes faméliques adulateurs. C'est que n'ayant pu t'élever à la conscience de ton individualité et de ton indépendance, tu es



**ALBERT LIBERTAD**

## Le culte de la charogne

Anarchisme, un état de révolution permanente  
(1897-1908)

« La colère du juste »

Préface d'Alain Accardo

Nouvelle édition revue & augmentée

**AGONE**  
MÉMOIRES SOCIALES

incapable de t'affranchir par toi-même. Tu ne veux, donc tu ne peux être libre.

Allons, vote bien ! Aie confiance en tes mandataires, crois en tes élus. Mais cesse de te plaindre. Les jougs que tu subis, c'est toi-même qui te les imposes. Les crimes dont tu souffres, c'est toi qui les commets. C'est toi le maître, c'est toi le criminel, et, ironie, c'est toi l'esclave, c'est toi la victime.

Nous autres, las de l'oppression des maîtres que tu nous donnes, las de supporter leur arrogance, las de supporter ta passivité, nous venons t'appeler à la réflexion, à l'action.

Allons, un bon mouvement : quitte l'habit étroit de la législation, lave ton corps rudement, afin que crèvent les parasites et la vermine qui te dévorent. Alors seulement tu pourras vivre pleinement.

Le criminel, c'est l'électeur !

Libertad,  
in *L'Anarchiste*, 1<sup>er</sup> mars 1906

Albert Libertad, *Le Culte de la charogne*, Agone, 512 p., 23,75 euros, octobre 2006.

# Radio libertaire

## Jeudi 18 janvier

**Si vis pacem à 18 heures:** Objection en Amérique latine (Mexique, Colombie, Chili).

## Vendredi 19 janvier

**Koumbi à 10 heures:** Une autre image de l'Afrique. Une interview autour de la collection *Afriques* de chez Actes Sud, avec Bernard Magnier, le directeur de la collection, qui précise: « *Afriques* », avec un « s », car il paraît souhaitable de renverser la tendance qui voudrait que l'on considère l'Afrique comme un pays! Il convient donc, d'insister sur cette diversité.

**Place aux fous à 13 heures:** Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Philosophie: Jean-Pierre Faye (seconde partie). E. Tessier & O. Pascault, toujours accompagnés de Valentin Schaepeynck (philosophe scrutant les langages totalitaires), aborderont la place de la langue littéraire, puis le langage totalitaire, plus précisément en soulevant les principales thèses développées par Jean-Pierre Faye dans son ouvrage *Langages totalitaires*.

**La grenouille noire à 21 heures:** Anarchisme et écologie. L'émission accueillera des désobéissants (issus de plusieurs organisations pacifistes et écologistes), qui viennent de rédiger un Manifeste et proposent des stages de formation à l'action directe non violente.

## Samedi 20 janvier

**La Philanthropie de l'ouvrier charpentier à 10 heures:** Éloge de l'intolérance: La révolte et le siècle 1905-2005. Revisitant un XX<sup>e</sup> siècle peuplé de vrais enfers et de faux paradis, Roger Dadoun s'appuie sur quelques dates décisives, entre 1905 à 2005. Encore ne s'agit-il pas de se joindre à la ferveur des commémorations, mais d'en retenir des indications pour prolonger leur impact dans la mémoire, la réflexion, la sensibilité. Avec Roger Dadoun.

**Chronique syndicale à 11 h 30:** Luttons et actualités sociales. 11 h 30 - 12 h 30: Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier (1940-1968), tome II, avec Claude Pennetier et Michel Dreyfus; 12 h 30 - 13 h 30: Dans le monde, une classe en lutte...

**Chroniques rebelles à 13 h 30:** Débats, dossiers, rencontres... Invité: Serge Utgé-Royo, pour son album *En Public* et son passage du 25 au 28 janvier à l'Européen.

**Deux sous de scène à 15 h 30:** Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

## Dimanche 21 janvier

**Folk à lier à 12 heures:** Musiques traditionnelles Sylvie Berger, dite « La Bergère », présente son nouveau disque *Fi de l'eau* (animé par Thierry).

**Symbiose à 14 heures:** Culture libre. Nouvelle émission, animée par Luc Fievet.

**Des mots, une voix à 15 h 30:** Des mots, des auteurs. L'émission recevra l'écrivain Radovan Ivšic, pour son livre *Cascades* (sorti aux éditions Gallimard). Au micro, Thierry Clair-Victor; à la réalisation, Erwan Charton.

## Lundi 22 janvier

**Lundi matin à 11 heures:** Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

**De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30:** Humour et humeur noirs. Revue de presse politiquement incorrecte...

## Mardi 23 janvier

**Idéaux et débats à 18 heures:** France, terre d'accueil? Les auteurs du jour seront: Maryline Desbiolles pour *C'est pourtant pas la guerre* et *Les corbeaux* (Seuil); Karine Tuil pour *Douce France* (Grasset).

**Jazz en liberté à 22 h 30:** Free jazz et musiques improvisées. Autour de quelques instruments inusités en jazz... Par Gérard Terronès.

## Mercredi 24 janvier

**Les destinées de l'Histoire à 08 heures:** Karol Modzelewski. *L'Europe des barbares*, suite (Éditions Aubier). Karol Modzelewski historien médiéviste polonais, revisite entièrement, en redonnant à l'histoire et à aux cultures des peuples païens européens, la vraie place qui fut la leur. C'est l'histoire riche et complexe des origines médiévales de l'Europe, que le christianisme et ses structures cléricales ont utilisées, intégrées, et surtout tout fait pour les faire disparaître et oublier de la mémoire des humains.

**Blues en liberté à 10 h 30:** Émission musicale blues. Mance Lipscomb, autre barde texan.

**Sans toit ni loi à 12 heures:** Émission sur les mal-logés et la précarité.

**Le manège à 14 heures:** Littérature & cinéma. Les invités littéraires: Arno Bertina, Bastien Gallet, Ludovic Michaux et Yoan de Roeck pour *Anastylose* (aux éditions Fage / L'Académie de France à Rome), par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

**Femmes libres à 18 h 30:** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent Avec la CADAC (Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception), pour le colloque *Une conquête inachevée...* (le 3 février à l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris).

**Traffic à 22 h 30:** Le Ministère des Affaires Populaires (MAP), collectif de rap / java / balloche de Lille, lance un appel farouche aux forces vives de l'hexagone d'en bas, pour que chacun se réapproprie d'urgence sa vie et sa liberté. *Traffic* est heureux de donner carte blanche à ses dynamiteurs de la compassion et de la soumission.

89.4 MHz en région parisienne  
rl.federation-anarchiste.org

## **Jeudi 18 janvier** **Merlieux (02)**

Rencontre débat autour du thème « Réalités et informations face aux pouvoirs et aux médias » en présence de Florence Aubenas et de Mimouna Hadjam, de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./fax: 0323801709.

## **Nîmes (30)**

Rencontre débat avec Ronald Creagh sur le thème: « Être libertaire aujourd'hui » au Centre P.-Néruda, rue du Cirque-Romain, à 20 heures. Table de presse, entrée libre. Organisée par le Groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste.

## **Vendredi 19 janvier** **Besançon (25)**

Débat contradictoire sur « les alternatives à l'économie de marché » avec la LCR, le Parti de la décroissance et la Fédération anarchiste, à 20h30, à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

## **Saint-Claude (39)**

Réunion publique: police partout, avec Maurice Rajsfus, au Coffre-Fort, rue de Boneville, à 20h30. [groupelucio@no-log.org](mailto:groupelucio@no-log.org)

## **Dijon (21)**

Concert de soutien à Camille, au tribunal pour refus de fichage ADN, avec Krapnek, Grzzz, Kazan, Ben, à 21 heures à l'espace autogéré des tanneries, bvd de Chicago.

## **Monchy-Breton (62)**

Dans le cadre de la campagne nationale et internationale en faveur de la libération des militants d'Action directe, et à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de leur arrestation, le comité « Libérez-les! » de soutien aux prisonnier(e)s et réfugié(e)s politiques du Nord-Pas-de-Calais invite la population à un débat à partir d'un documentaire dans lequel

Joëlle Aubron, ex-membre du groupe disparue en mars dernier, évoque son parcours militant et ses conditions d'incarcération, au café « Chez Tartous et compagnie », entre Bruay-la-Buissière et Saint-Pol-sur-Ternoise.

## **Samedi 20 janvier** **Paris 18<sup>e</sup>**

Anne Steiner et Loïc Debray présenteront leur ouvrage sur la R.A.F. *Guérilla urbaine en Europe occidentale*, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

## **Dijon (21)**

Réunion publique organisée par les Voix sans maître, avec Maurice Rajsfus: « Sur le délire sécuritaire », à l'Hôtel des sociétés (salle Joliet), 7, rue de Docteur Chaussier.

## **Mercredi 24 janvier** **Sarlat (24)**

« Débats libertaires » autour d'une causerie libre avec les militants du Drapeau Noir Périgord de la Fédération anarchiste au café Lébérrou, 5, rue Jean-Jacques Rousseau.

## **Jeudi 25 janvier** **Paris 17<sup>e</sup>**

Serge Utgé-Royo en concert du 25 au 28 janvier à L'Européen, 3-5, rue Biot. Métro Place-de-Clichy. Parking: 11-12, rue du Forest.

## **Nîmes**

Rencontre solidaire contre la répression avec B. Deceuninck, J.-L. Millet et un déboulonneur de pub, tous poursuivis pour leurs engagements. 20h15, Centre Pablo Néruda.

## **Vendredi 26 janvier** **Paris 17<sup>e</sup>**

Serge Utgé-Royo en concert, voir jeudi 25 janvier.

## **Samedi 27 janvier** **Paris 17<sup>e</sup>**

Serge Utgé-Royo en concert, voir jeudi 25 janvier.

## **Dimanche 28 janvier** **Paris 17<sup>e</sup>**

Serge Utgé-Royo en concert, voir jeudi 25 janvier.

## **Samedi 3 février** **Paris 18<sup>e</sup>**

Maurice Rajsfus nous parle de ses Mémoires à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

## **Mardi 13 février** **Ivry-sur-Seine (94)**

Le groupe libertaire d'Ivry (FA) vous invite à une réunion publique d'information et de solidarité avec la Commune d'Oaxaca et les révoltes sociales au Mexique. Avec la participation d'un camarade de retour du Mexique. À 20 heures au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Métro: Porte d'Ivry. Dès 19h30, accueil, bar et petite restauration.

## **Jeudi 15 février** **Merlieux (02)**

Rencontre avec un écrivain de polar que nous apprécions beaucoup, Patrick Pécherot, auteur de *Belleville-Barcelone* (2003), *Boulevard des Branques* (2005), de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./fax: 0323801709.

## **Vendredi 16 février** **Saint-Claude (39)**

Vidéo-débat: *Ni vieux ni traîtres*, film de Pierre Carles pour la libération des prisonniers d'Action directe, au Coffre-Fort, rue de Boneville à 20h30. [groupelucio@no-log.org](mailto:groupelucio@no-log.org)

